

RD-CONGO



LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

300 FC

www.adiac-congo.com

N° 2473 - MARDI 1^{er} DÉCEMBRE 2015

Convocation du dialogue national

Vive agitation dans la classe politique



Une vue des députés en séance plénière

Les tenants de la coalition au pouvoir jugent le dernier discours du chef de l'État convoquant le dialogue national plutôt « patriotique, volontaire et porteur d'espoir et d'ouverture ». L'allocution de Joseph Kabila rejoint, pour ainsi dire, leurs aspirations à la tenue d'un dialogue véritablement inclusif, gage de la restauration de la paix des cœurs et des esprits. Pour le porte-parole de la majorité présidentielle, l'objectif du dialogue n'est pas la prolongation du mandat présidentiel mais plutôt l'amélioration de la démocratie congolaise par la résolution des problèmes qui se posent. Une approche qui n'est pas partagée par l'opposition qui entrevoit dans le chef de Joseph Kabila quelques velléités de modification de la Constitution en soumettant la problématique du système électoral au dialogue. L'opposition craint, par ailleurs, que ce dialogue ne se mue en un forum d'enregistrement des desiderata de son initiateur qui vient, par ce discours, d'en fixer les contours.

Page 12

LAC-KIVU

Vingt-trois disparus après le naufrage d'un canot rapide

Un canot rapide avec à son bord près de quarante-huit passagers a fait naufrage lundi sur le lac Kivu sans avoir atteint sa destination. L'embarcation « Nyirangongo », à en croire des sources portuaires, aurait quitté hier le port de Goma vers 7 heures 30 à destination de Katana au Sud-Kivu. Des hommes, des femmes et des enfants ont dû succomber à ce noyage. En attendant qu'un bilan définitif soit établi après ce drame, l'on fait état de vingt-trois passagers disparus. Les pêcheurs, qui s'affairent au quotidien dans ces eaux réputées dangereuses, ont du sauver vingt-cinq autres, apprend-on. Rien sur les causes du naufrage n'est cependant indiqué. Mais des indiscretions laissent entendre que le mauvais état des canots rapides mis en service pour assurer la liaison fluviale Goma-Bukavu serait à la base de ce drame.

Page 14

Gouvernance électorale

Joseph Kabila suggère des réformes courageuses

Dans son allocution radiotélévisée prononcée le 28 novembre, le président de la République a annoncé la convocation du dialogue national pour donner une chance au processus électoral, à un peu plus de treize mois de la fin de son mandat. Sur le financement du processus électoral, il a exhorté à une réflexion profonde sur un système électoral avec des modalités de vote peu coûteuses à la lumière du déficit financier qui gangrène le processus électoral en cours.

Il s'agit, dans son entendement, d'examiner comment allier deux impératifs majeurs, à savoir la démocratie et le développement tout en évitant à ce que le processus électoral ne soit en conflit ouvert avec les efforts de développement. « Ensemble, il nous faut lever des options à la fois courageuses et pragmatiques sur les réformes qui s'imposent sur tous ces sujets relatifs à la gouvernance électorale de notre pays », a-t-il martelé.

Page 12



La réforme du système électoral s'invite au dialogue

FRONT ANTI-DIALOGUE

Frank Diongo propose la création d'un exécutif de combat

Dans son point de presse tenu le 30 novembre au siège de son parti, le président du Mouvement lumumbiste progressiste (MLP) et président du Front anti-dialogue Franck Diongo a noté, en réaction au dernier message du chef de l'État à la Nation que le dialogue préconisé était un coup de massue asséné à la Constitution et à la démocratie. Pour ce membre de l'opposition radicale, le dialogue consacrera sans nul doute le changement de la Constitution dans le pur style du consensus dégagé à Sun City et dont il est l'un des artisans. Face à ce qu'il a qualifié de haute trahison vis-à-vis du danger qui guette la République, il a proposé le « débloqué forcé » de la situation par l'institution d'un exécutif de combat qui aura pour tâche de mettre en place les stratégies de lutte et de coordonner les actions en vue de tirer le pays du gouffre.

Page 12

ÉDITORIAL

Voix

L'un des signaux les plus forts que l'Afrique puisse envoyer au reste du monde en ce moment très particulier où la COP 21, ayant passé le temps de la grand-messe, débute réellement à Paris serait de parler d'une seule et même voix. Non pour discourir plus ou moins dans le vide comme sont tentés de le faire les Grands de ce monde, mais pour dire leurs quatre vérités à ces derniers et poser sans faux semblant sur la table les problèmes que l'homme moderne devra résoudre s'il veut continuer à exister.

Même si l'on ne doit nourrir aucune illusion sur le fait que, sauf miracle de dernière heure, le Sommet sur le climat ne permettra que des avancées très limitées, la COP 21 offre une occasion unique de parler vrai aux nations qui font tout pour ne rien faire. Détentrice d'espaces immenses et de ressources naturelles sans limite, abritant aujourd'hui le cinquième de l'humanité et à échéance de cinquante ans le quart de la population mondiale, l'Afrique dispose dès à présent d'armes uniques pour se faire entendre.

Encore faut-il qu'elle en ait conscience et, si c'est le cas comme tout le laisse penser, qu'elle ose prendre la tête du mouvement écologique qui seul nous permettra d'éviter le désastre environnemental annoncé. Or, jusqu'à présent et même si des voix puissantes se sont fait entendre dans ce sens ici et là – celle du Congo tout particulièrement – notre continent n'a pas été capable d'unir ses forces pour parler d'une seule et même voix. Face aux grandes puissances industrielles qui dégradent allègrement l'environnement sans se préoccuper réellement des conséquences de leurs actes, il a brillé par ses divisions plus ou moins affichées.

Au deuxième jour de la COP 21 rien n'est encore joué. Tout reste donc toujours possible. Tout, y compris le sursaut collectif qui permettrait de lancer enfin le processus de réduction des gaz à effet de serre et de lutte contre le réchauffement climatique qui constitue aujourd'hui la plus grave des menaces auxquelles nous sommes tous confrontés, grands et petits, riches et pauvres, émergés ou émergents.

Qui donc osera franchir ce pas décisif ?

Les Dépêches de Brazzaville

VIE DES PARTIS

L'URDC se veut dynamique

Dans le souci de redynamiser son parti, le président de l'Union pour la reconstruction et le développement du Congo (URDC), Luc Daniel Adamo Mateta a intronisé, le 27 novembre à Brazzaville, les membres des organes dirigeants.

Le président de ce parti du centre, d'obédience chrétienne, a installé les membres du bureau politique, du cabinet du président du parti, ainsi que les membres de la Commission de contrôle et de vérification. « Votre nomination implique votre engagement devant Dieu et devant les hommes. La politique ne doit pas se faire en dehors de Dieu mais avec Dieu. Notre ambition doit donc être marquée par le sens du service, du dévouement et de la responsabilité... notre rétribution s'en suivra », a-t-il exhorté. Dans son discours, Luc Daniel Adamo Mateta a rappelé le combat politique et l'idéologie dudit parti, traduit par la volonté du



Une vue des participants

vivre ensemble, avant de prêcher l'amour. « Les dirigeants que nous sommes, avons eu assez de temps de nous haïr, de nous battre, de nous détruire, de nous appauvrir et de nous quereller sur des questions de pouvoir, d'hégémonie, de tribus, des rapports de force, servant à notre peuple l'angoisse et la pauvreté sous toutes ses formes. Il paraît donc évident que nous

nous trompons souvent au sujet de notre mission. Aujourd'hui plus que jamais, il est temps d'envisager le vivre ensemble autrement en faisant fi de nos égos et laissons-nous guider par notre conscience avec un esprit de transcendance où l'amour prend le dessus sur la haine. Tourignons-nous vers un Congo nouveau, uni et prospère où il fait bon vivre », a-t-il conclu.

Josiane Mambou Loukoula

L'opposition poursuit la contestation de la nouvelle Constitution

Dans deux conférences de presse animées respectivement les 27 et 28 novembre derniers à Brazzaville, le Front Républicain pour le Respect de l'Ordre Constitutionnel et l'Alternance Démocratique (FROCAD) et le Collectif des partis de l'Opposition congolaise signataire de la déclaration du 17 Août 2012, ont rejeté la nouvelle Constitution promulguée par le président de la République suite au référendum du 25 octobre 2015.

Au cours de ces rencontres, les deux plateformes ont posé plusieurs exigences au nombre desquelles, « le retour sans condition à l'ordre constitutionnel consacré par la Constitution du 20 Janvier 2002, la levée immédiate des mesures d'interdiction de voyager à l'in-



Les membres du bureau politique

térieur et à l'extérieur du Congo prises à l'encontre des responsables et membres de l'opposition, la libération des responsables politiques, des militants et autres citoyens arrêtés ainsi que la cessation des tracasseries à l'encontre des populations ».

Elles exigent également la tenue rapide d'un dialogue politique inclu-

sif sous la médiation internationale, pour restaurer la paix et la concorde nationale, dialogue auquel ils entendent prendre part. Ils demandent en même temps, de préparer dans le consensus, les conditions d'une élection présidentielle libre et transparente en 2016 qui passe par une refonte de la gouvernance électorale.

Jean Jacques Koubemba

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout
Secrétaire des rédactions : Jocelyn Francis Wabout
Secrétaire des rédactions adjoint :
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo,
Clotilde Ibara, Norbert Biembedi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteurs en chef : Guy-Gervais Kitina,
Thierry Nougou
Service Société : Parfait Wilfried Douniama
(chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Josiane Mambou Loukoula
Service Économie : Nancy France Loutoumba (chef de service) ; Lopelle Mboussa

Gassia, Firmin Oyé

Service International : Nestor N'Gampoula
(chef de service), Yvette Reine Nzaba, Tiras Andang

Service Culture et arts : Bruno Okokana
(chef de service),
Hermione Désirée Ngoma, Rosalie Bindika

Service Sport : James Golden Eloué
(chef de service), Rominique Nerplat Makaya

Service Enquête : Quentin Loubou
(chef de service), Rock Ngassakys
Chronique littéraire : Meryll Mezath
(chef de service), Luce Jennyfer Mianzoukouta, Durly Emilia Gankama

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki,
Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Mélaine Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo
Pointe-Noire). Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'Agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordinateur : Alain Diasso

Économie : Laurent Essolomwa, Gypsie Oïssa

Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi

Sports : Martin Enyimo

Relations publiques : Adrienne Londole

Service commercial : Marcel Myande,
Stella Bope

Comptabilité et administration : Lukombo

Caisse : Blandine Kapinga

Distribution et vente : Jean Lesly Goga

Bureau de Kinshasa : Colonel Ebeya

n° 1430, commune de la Gombe / Kinshasa

- RDC - Tél. (+243) 015 166 200

Rédaction de Dolisie : Lucien Mpama

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa,
Stanislas Okassou

INTERNATIONAL

Directrice: Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong,
Marie-Alfred Ngoma
Administration : Béatrice Ysnel

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Chef de service : Abira Kiobi

Suivi des fournisseurs : Farel Mboko

Comptabilisation des ventes, suivi des

annonces : Wilson Gakosso

Personnel et paie : Martial Mombongo

Stocks : Arcade Bikondi

Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ

Directeur : Charles Zodialo
Assistante commerciale : Hortensia
Olabouré
Commercial Brazzaville : Rodrigue Ongagna,
Mildred Moukenga
Commercial Pointe-Noire : Mélaine Eta Anto

DIFFUSION

Directeur : Philippe Garcia
Assistante de direction : Sylvia Addhas
Diffusion de Brazzaville : Guyche Motsig-net,
Brice Tsébé, Irin Mauouakani
Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Mombélé Ngon

INFORMATIQUE

Directeur : Gérard Ebami-Sala
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Rively Gérard Ebami-Sala, Myck Mienet Mehdi, Mbengué Okandzé

IMPRIMERIE

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaine Angombo
Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo
Chef de service pré-press : Eudes Banzouzi
Chef de production : François Diatoulou Mayola
Gestion des stocks : Elvy Bombete

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service),
Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphany Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso,
immeuble Les Manguiers (Mpila),
Brazzaville - République du Congo
Tél. : (+242) 06 930 82 17

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Hélène Ntsiba (chef de service), Sorel Eta,
Astrid Balimba

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso,
immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville,
République du Congo / Tél. : (+242) 05 532.01.09
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

MICHEL NGAKALA

« La mission en Chine nous a été très bénéfique »

Une délégation de trente et un membres du Parti congolais du travail (PCT) a séjourné, pendant deux semaines, en Chine sur invitation du Parti communiste chinois. Le secrétaire à l'organisation et à la vie du PCT, Michel Ngakala, qui a conduit la délégation a salué, dans un entretien avec la presse, l'excellence des relations entre Brazzaville et Pékin et a tiré les enseignements positifs dudit séjour.

Les Dépêches de Brazzaville : Dans quel cadre s'inscrivait votre voyage en Chine ?

Michel Ngakala : Notre mission en Chine est la suite de celle effectuée par le secrétaire général de notre parti Pierre Ngolo dans ce pays courant mois de juin. Pendant notre séjour, nous nous sommes mis à l'école aussi bien du gouvernement que du parti communiste chinois.

LDB : Pouvez-vous nous dire sur quoi ont porté vos échanges avec le Parti communiste chinois ?

M.N : Outre la visite des sites touristiques, cette mission nous a permis

de prendre part à un séminaire de quatre jours organisé par l'Ecole nationale d'administration de Chine. Cette session de formation portait sur les généralités de la politique chinoise et les luttes menées par le peuple chinois depuis le XV^e siècle jusqu'à la création du Parti communiste chinois en 1921. Elle nous a permis de connaître le chemin parcouru par la Chine dans sa lutte pour son développement. Notons que l'Ecole nationale d'administration forme à la fois les cadres du parti et de l'Etat.

LDB : Comment le PCT va-t-il capitaliser cette expérience du Parti communiste chinois ?

M.N : Après le président Mao Zedong, le Parti communiste Chinois avait ouvert un débat sur les bases à poser pour favoriser l'éclosion économique du pays. Vous constatez donc que c'est depuis plusieurs années que le Parti communiste chinois est aux affaires et il est en train progressivement de mettre en œuvre ses plans de développement du pays. Bien qu'il y ait d'autres formations politiques, qui sont au nombre de huit, le Parti communiste chinois conserve sa place de Parti-Etat et de leader. Les autres



formations politiques participent à leur manière à cette œuvre de développement national. Le parti communiste chinois est le principal artisan de l'essor économique actuel de la Chine.

LDB : Dans quelle mesure les enseignements acquis en Chine peuvent-ils aider le Congo à émerger ?

M.N : Quand le Congo sortait en 1991 de la conférence nationale souveraine, tout le monde avait l'espoir de faire asseoir progressivement un régime démocratique qui devait conduire le pays vers de nouveaux horizons. Vous connaissez

comme moi l'instabilité politique qui a caractérisé la période post conférence. Quand le Président Denis Sassou N'Guesso revient aux affaires, il fait élaborer la Constitution du 20 janvier 2002 dont les missions principales étaient : recréer l'unité nationale entre les filles et fils du Congo ; renforcer la paix, la sécurité et la stabilité sociale. Dès l'instant où cette Constitution avait rempli sa mission, elle méritait d'être remplacée pour permettre aux partis politiques de concourir au suffrage universel. Le parti politique a l'obligation d'accompagner son élu et de veiller à la mise en œuvre du programme sur la base duquel son candidat a été élu. A partir de ce moment, les questions de formation des cadres du parti et de l'organisation devraient refléter les ambitions du parti à travers le candidat qui venait d'être élu et dont la mission est de conduire le pays vers l'émergence, pour le cas du Congo, à l'horizon 2025.

LDB : Comment le PCT entend-t-il former ses cadres à l'image des membres du Parti communiste chinois que vous avez côtoyés ?

M.N : Le Parti communiste chinois est un vieux parti. Il agit sur tous

ses cadres et sur tout le système administratif. Le mal des pays en voie de développement comme les nôtres est le fait qu'on confond la formation universitaire et la formation qui vous permet de gérer l'Etat. Il est donc nécessaire de se former sur le plan de la gestion de l'Etat et d'être capable de concilier toutes ces formations. La Chine a bien compris cette leçon et elle la met en pratique correctement.

LDB : Pouvez-vous nous dire les enseignements à tirer de cette mission ?

M.N : Il est important de reconnaître que la Chine devient actuellement une très grande puissance. Elle s'est donné, toujours dans le cadre de son émergence, les missions suivantes : lutter farouchement contre la corruption et les clans d'intérêt au sein du parti et de l'appareil étatique ; renforcer ses Forces armées avec la mission capitale de ne pas s'ingérer dans les affaires intérieures des autres Etats. Il faut ajouter à cela, la volonté qu'exprime la Chine présentement de prospérer dans l'innovation qui est l'élément déterminant de la compétitivité.

Propos recueillis par Roger Ngombé

ELECTION PRÉSIDENTIELLE 2016

André Kamba demande au chef de l'État d'être candidat

À l'occasion de la sortie officielle de son parti politique, le 27 novembre, l'ancien directeur de cabinet de Claudine Munari et président de l'Alliance patriotique des républicains du Congo (APRC), André Kamba a remis, à titre symbolique, la somme de cinquante mille FCFA au secrétaire général du Parti congolais du travail, destinée aux frais de candidature du président de la République.



André Kamba

le résultat d'une analyse longtemps menée par ses collègues et lui-même sur les questions de paix, de l'unité nationale, de la construction de la nation congolaise, de la gouvernance et du progrès social pour l'ensemble du peuple.

« L'APRC est l'expression de nos convictions profondes d'hommes et de femmes patriotes, pacifistes et républicains. Notre parti symbolise notre volonté de contribuer à la satisfaction des besoins et des attentes de notre peuple », a-t-il déclaré.

André Kamba a expliqué aux participants les cinq engagements communs qui constituent le fondement de leur alliance, à savoir : l'unité du peuple congolais et la promotion du travail productif, générateur de progrès pour le peuple ; le deuxième engagement est symbolisé par l'amour, la fraternité et la paix ; le troisième engagement est lié à l'hymne du parti : Debout pour le Congo ; le quatrième engagement concerne le fondement idéologique du parti, à savoir la sociale démocratie et enfin le cinquième engagement est relatif à l'ancrage du parti à la majorité présidentielle.

Roger Ngombé

Dans son discours de circonstance, André Kamba a indiqué qu'à « un moment crucial pour notre pays, modestement, j'ai fait le choix de la réconciliation et de la raison, en exprimant haut et fort ma volonté de voir aboutir la nouvelle République dans la paix, car c'est le désir de notre peuple ». Par ailleurs, le président de l'APRC, a déclaré que son organisation politique rassemble des Congolaises et des Congolais, unis par leur amour pour le Congo, leur volonté de défendre la République, de contribuer à la consolidation de la démocratie, au renforcement de l'unité nationale et de la paix, par le dialogue politique et le consensus, comme unique moyen de résoudre les conflits politiques.

En effet, décrivant le contexte international actuel marqué par les guerres, les migrations massives du fait de la misère et des conflits armés et les attentats terroristes, André Kamba a rappelé aux participants que « ... vivre dans la paix dans son propre pays est un privilège dont rêvent de nombreux citoyens à travers le monde ». En outre, il a noté que l'APRC est

PROCLAMATION DE LA RÉPUBLIQUE

Des jeunes débattent de leur place dans la gestion des affaires publiques

À la faveur de la commémoration de la proclamation de la République, les jeunes de la majorité et ceux représentant la société civile ont débattu, le 28 novembre à Brazzaville, sur « la place de la jeunesse dans la République ».

Les jeunes de la Force montante congolaise, du Mouvement congolais pour la démocratie et le développement intégral, du Mouvement des démocrates congolais, de la société civile ainsi que des étudiants, ont évoqué le sen-

tamment sur l'éducation des jeunes.

« La jeunesse a un réel problème d'insertion et de réinsertion sociale et professionnelle. Ce qui relève d'abord de la compétence de l'Etat », a déclaré l'un des interve-



Les jeunes de la majorité et de la société civile en débat

timent d'appartenance à une République, les antivaleurs, et l'image de la jeunesse dans la société congolaise. Au cours des débats, les avis ont à la fois divergé et convergé. D'aucuns ont estimé que la responsabilité éducative incombe à la République, alors que pour d'autres les responsabilités sont partagées, insistant no-

nants. « L'image qu'affiche aujourd'hui certains de nos compatriotes vis-à-vis de la République est déplorable » ; « La jeunesse congolaise aujourd'hui affiche une image négative » ; « ... Mais je pense qu'il faut prendre le mal à la racine », ont reconnu les intervenants.

Pour Trésor Dexter Omono de

la société civile : « La jeunesse subit un procès d'intention grave. Pourtant, au sein de la jeunesse, on trouve des jeunes scolarisés, déscolarisés, et les jeunes de la rue. Quand les actes de vandalisme sont posés dans la cité, on nous accuse tous. La responsabilité est partagée entre les autorités et les jeunes. Le devoir d'un jeune est de nature juridique et morale. Donc le

jeune a le devoir de respecter les lois, de contribuer à l'épanouissement de la République et, de défendre la République en période de guerre et de paix. Du point de vue moral, un jeune doit faire preuve de patriotisme. La République se doit ainsi d'assumer ses responsabilités ».

s'appuyant sur l'angle politique, Juste Bernardin Gavet de la FMC, a affirmé que les structures politiques contribuent à la destruction des valeurs, en enseignant selon lui, les « contre-valeurs ». Etablissant les charges de tout un chacun dans la gestion de la République, ces jeunes ont par ailleurs, salué la constitutionnalité du Conseil consultatif de la jeunesse qui pour eux, est le seul instrument de revendication de leurs droits.

Josiane Mambou Loukoul

IN MEMORIAM

30 novembre 1995-30 novembre 2015, voici 20 ans que l'Eternel notre Dieu a appelé à lui son serviteur, notre mari, frère, père, grand-père et arrière grand-père, Olivier Gilbert Esanabouly.

En ce jour de triste anniversaire, la veuve, maman Emérence et les enfants Euphrasie, Théophile, Gisèle, Laurent (Mbos), Bruno, Yves, Sosthène et Tania, prient tous ceux qui l'on connu d'avoir une pensée pour sa mémoire. Papa nous ne t'oublierons jamais.

**A VENDRE**

OCH DU CHU TERRAIN NU
BATIGNOLES AV DES 3 MARTYRS
PAPA GAZ 750M
CHATEAU D'EAU VILLA MODERNE
RUE DE LA PISCINE
CONTACT 05 512 63 21

**À VENDRE**

PAJERO MITSUBICHI
diesel 3P 140 000km
Bon état 4 000 000fcfa.
Tel : 06 612 09 47

VOTRE AVENIR AU CANADA AVEC IMMINVEST CANADA

1-VISA CANADIEN D'ETUDES : OFFREZ A VOS ENFANTS LA POSSIBILITE D'OBTENIR DES DIPLOMES PRESTIGIEUX DANS LES ECOLES ET UNIVERSITES CANADIENNES.

2-VISA CANADIEN DE RESIDENCE PERMANENTE : POUR LES PERSONNES DIPLOMEES ET AYANT UNE EXPERIENCE DE TRAVAIL, VENEZ TRAVAILLER ET VIVRE AU CANADA AVEC VOTRE FAMILLE.

3-VISA CANADIEN POUR GENS D'AFFAIRES : POUR LES PERSONNNES EN AFFAIRE QUI VEULENT INVESTIR AU CANADA ET DETENIR DES VISAS DE RESIDENCE PERMANENTE POUR TOUTE LA FAMILLE.

4-PARTICIPEZ AU FORUM MONDIAL DES AFFAIRES A WINNIPEG. AU MANITABA. CANADA U 25 MAI 2016 AU 27 MAI 2016.

LES INSCRIPTIONS SONT OUVERTES POUR LES GENS D'AFFAIRES DU CONGO DES PROFESSIONNELS COMPETENTS VOUS ATTENDENT AU 37, AVENUE AUXENCE ICKONGA, FACE A L'HOTEL

LEDGER PLAZZA, BRAZZAVILLE.

TEL : 05693 8484

SITE WEB : WWW.IMMINVESTCANADA.COM

ADRESSE MAIL : k.toure@iminvestcanada.com

NECROLOGIE

Guy-Gervais Kitina, Rédacteur en chef aux Dépêches de Brazzaville, Jean Roger Kitina, Rufine Kandza-Kitina, Anastasie Bantsimba et famille ont la profonde douleur d'annoncer aux parents, amis et connaissances le décès de leur frère cadet et enfant, Brice Marcel N'landou survenu le samedi 21 novembre 2015 à l'hôpital de Makélékélé

Le programme de l'inhumation se présente comme suit :

Mercredi 2 décembre :

9h00 : levée de corps à la morgue de Makélékélé ;

10h-11h00 : recueillement sur place ;

12h00 : messe en l'église St-Kisito de Makélékélé ;

14h00 : départ pour le cimetière Loukanga ;

16h00 : retour au domicile familial sis 17, rue Moussana Texaco-tsiémé (Talangaï).

La direction générale de la Société Nationale des Pétroles du Congo (SNPC) a la profonde douleur d'annoncer à l'ensemble de son personnel, le décès de Fernand Eynet Cou, agent SNPC à la DG AFC.

Décès survenu le 23 novembre 2015 à Brazzaville.

La veillée mortuaire se tient au n° 1688, rue Albert Mampiri Batignoles.

La date des obsèques vous sera communiquée ultérieurement.

A Brazzaville, le 23 novembre 2015
La Direction Générale



Stanislas Okassou, Paule Vianne Mouelé, Fiston Eborandoko, Thiti Françoise Eborandoko, Guy Olala, Teddy Olala, Hortense Obambi et Stella Obambi informent les parents, amis et connaissances, particulièrement des villages Oyoué I, II et III dans le district de Makoua le décès de leur sœur et cousine nommée Claude Bertille Semellé Eborandoko survenu le 19 novembre 2015 à Brazzaville. La veillée mortuaire se tient au domicile familial, n° 104 de la rue Mon Pays à Talangaï Brazzaville. Référence : arrêt Manguier sur la rue Ndolo.

Les obsèques auront lieu le mercredi 2 décembre à Brazzaville.

Jean Bruno Ndokagna, agent des Dépêches de Brazzaville, la veuve Obellet Victor, Ida Ekondza, Lydie Olingou, Dorcas Bekale, Rauliat Ndokagna, Prospère Okombi et Ninini Junior Ousman ont la profonde douleur d'annoncer aux amis et connaissances, le décès de leur petite fille, nièce, fille, sœur et grande sœur Bertya Carelle Olingou Bondzolo, survenu le 26 novembre 2015 à Brazzaville. La veillée mortuaire se tient au n°78, rue Massa à Talangaï. La date de l'inhumation vous sera communiquée ultérieurement.



La famille Tchimbebe et Gabio, Isidore Youlou, Gabio Malonga, Mme Tchimbembe Jeanne et enfants : Colas, Sandrine, Christel, Igor Estève, Francis, Christian et Aurélie, informent la famille, les amis et connaissances que l'inhumation de Roger Antoine Tchimbembé, décédé le 21 novembre 2015 au CHU de Brazzaville aura lieu le mardi 1^{er} décembre, suivant le programme ci-après :

-9h00 : levée de corps au CHU de Brazzaville ;

-10h00 : recueillement au domicile du défunt, sis, 1418 avenue Loutassi au Plateau des 15 ans ;

-12h00 : messe en l'église Jésus Ressuscité au Plateau des 15 ans ;

-14h00 : départ pour le cimetière Ma Campagne ;

-16h00 : fin de cérémonie.

IDÉES- FORCES, SUJETS EN DÉBAT

Anecdotes, petites phrases, cris du coeur et coups de gueule meublent la vie de tous les jours. Cette rubrique se propose de sélectionner les idées les plus saillantes qui font la force des débats de société

« La sécurité alimentaire d'un pays ne peut être réellement assurée que par ses citoyens. Et ce, d'autant plus, que celle-ci est « l'un des garants de la souveraineté nationale ».

Moudjahid, Abdelkader Alioui, secrétaire général de l'Unpa (Union nationale des paysans algériens), L'Expression, 30 novembre 2015

« Ce sont les médias qui donnent aux évènements leurs poids politiques par l'intérêt qu'ils leur accordent. Un phénomène mobilise les élites mondiales relativement à son retentissement médiatique. »

Ndjama Benjamin, Consultant en management stratégique, Camer.be, 30 novembre 2015

« Ce qui me donne la force de continuer, c'est l'idée que si nous Africains, ne sommes pas représentés dans les institutions, là où les décisions sont prises, nous serons les premiers à le regretter... Peu importe le pays où l'on vit, on est Africain pour la vie. »

Cécile Kyengue Kshetu, ministre de l'intégration italienne, Canal Africa54 N°001

« Non, ne reste pas au pouvoir qui veut. Non, ne reste pas au pouvoir qui peut. Reste au pouvoir celui que le peuple décide... Décide de soutenir, de porter son combat contre toutes les forces extérieures ou internes, contraires à son émancipation. »

Maurice Kamto (Cameroun, président du MRC), Journal du Cameroun.com, 23 novembre 2015

PROCLAMATION DE LA RÉPUBLIQUE

Les jeunes avides de connaître l'historique du Congo

Le collectif des associations des étudiants de l'université et des instituts privés de l'enseignement supérieur a organisé le 28 novembre, la première édition de la République à l'université, sur le thème « Jeunesse estudiantine et notion de la République »

Elle a été organisée à l'occasion de la commémoration de la journée de la proclamation de la République sous le patronage du ministre de l'Enseignement primaire, secondaire, de l'alphabétisation, de la jeunesse et de l'éducation civique, Anatole Collinet Makosso. Les échanges ont porté sur, le thème « la naissance de la République » développé par le conseiller technique du chef de l'Etat, Melphan Kamba. Il a relaté l'historique de la République. Selon lui, la naissance du Congo remonte à la pénétration coloniale. La première République a été proclamée le 28 novembre 1958.

Le ministre Anatole Collinet Makosso

a, pour sa part, développé la communication sur les symboles et valeurs de la République ainsi que les valeurs exprimées dans la Nouvelle Constitution. En effet, explique-t-il, les symboles de la République sont institués à travers les lois. Il s'agit du drapeau national, de la devise, l'hymne national, le sceau de la République et les armoiries de la mairie. Présentant la forme du drapeau congolais, Collinet Mackosso a demandé aux jeunes de respecter les couleurs de la nation. « Ces couleurs n'ont pas été choisies au hasard, car le vert exprime l'espérance, le jaune l'hospitalité et le rouge l'engagement », a-t-il indiqué. En ce qui concerne les

autres symboles, il a expliqué leur importance avant de rappeler aux jeunes que l'hymne national unit les Congolais. Point n'est donc besoin de diviser le pays.

A la question des valeurs exprimées par la deuxième constitution, le ministre a souligné que les constitutions précédentes fonctionnaient selon le modèle des autres pays. « Nous sommes à la septième République. Le préambule de la Nouvelle Constitution promulguée le 6 novembre 2015, donne déjà les valeurs d'une République car elle intègre les valeurs traditionnelles et institutionnelles du pays » a-t-il conclu. Rappelons que le collectif des associations des étudiants de l'université et des instituts privés de l'enseignement supérieur est dirigé par Franck Kessel Ombili.

Lydie Gisèle Oko

PARC NATIONAL ODZALA-KOKOUA

Mise en oeuvre de quatre projets communautaires en faveur des populations

Le Parc national Odzala-Kokoua (Pnok) a mobilisé plus de 105 millions de francs Cfa pour la mise en oeuvre de quatre projets communautaires en faveur des populations dans le cadre de sa responsabilité sociétale, a t-on appris le 26 novembre des sources proches de la société.

Les quatre projets communautaires portent notamment sur l'exploitation du cacao, sur la santé mobile,

jet cacao, 15 millions pour le projet assurance dévastation, plus de 10 millions à la clinique mobile alors que le montant concernant le projet sur l'éducation environnementale reste à déterminer.

Le projet cacao qui consiste à encourager les populations à régénérer de vastes champs de plantation est mis en oeuvre dans trente et deux villages situés sur les trois axes du Parc national Odzala-Kokoua, notamment l'axe-nord Kéta-Sem-

Odzala-Kokoua aide aussi les victimes des champs dévastés par des pachydermes. A travers le projet assurance, le Parc national Odzala-Kokoua recense les champs dévastés, fait une évaluation financière propose l'aide à la victime.

« Tous les agriculteurs qui s'intéressent à ce projet se souscrivent à 2500 francs CFA l'année. Cette somme est versée auprès d'un habitant du village qui est souvent chargé de faire des constats et nous remonter un rapport. À notre tour, le parc effectue une mission sur le lieu pour faire encore la constatation afin de valider ce rapport. Une fois validé, l'intéressé est aidé financièrement », a indiqué Givley Bokaka, animateur communautaire.

Toutefois, l'effectivité du projet assurance dévastation faille encore par manque de financement. Il n'a pas encore atteint tous les villages souhaités par l'aire protégée.

En ce qui concerne le projet éducation environnementale, en voie d'élaboration, le Parc national Odzala-Kokoua compte expliquer aux écoliers, à travers des illustrations, la nécessité de conserver pour les futures générations, l'impact positive des espèces animales protégées sur la vie de l'homme et les retombées socio-économiques des aires protégées.

Fortuné Ibara



Une pépinière du cacao en train d'être contrôlée

l'assurance dévastation et l'éducation environnementale. L'objectif de ces projets est de faire changer les habitudes des communautés et les intéresser à la cogestion du Parc national Odzala-Kokoua.

Ainsi, pour y parvenir, 80 millions de francs CFA sont affectés au pro-

bé, l'axe-est Mambili-Liouesso et l'axe-sud Mbandza-Papaye.

Les responsables du Parc national Odzala-Kokoua fournissent des jeunes plants et propose plusieurs initiatives aux communautés agricoles.

Outre ce projet, le Parc national

ABONNEZ-VOUS

Votre journal au bureau ou à domicile

Contact: 05 532 01 09

Brazzaville

84, Boulevard Denis Sassou N'Guesso, Mpila Centre ville

Bureau de Pointe-Noire

Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).

Tél. (+242) 06 963 31 34

Les Dépêches de Brazzaville
L'actualité au quotidien



Une expertise à votre portée

DES FORMATIONS POUR BOOSTER VOTRE CARRIERE!

L'IPRC organise à Brazzaville et à Pointe-Noire des séminaires de formation selon le programme ci-dessous. Pour les inscriptions* et pour tous renseignements, contactez-nous aux coordonnées suivantes :
Tél. 06 913 81 45 | 06 992 04 91 - Email : inscription@iprc-training.org

INTITULE DE LA FORMATION	DUREE	PERIODE
Développer une communication efficace avec son équipe et sa hiérarchie	3 jours	7 au 9 décembre 2015
Gagner du temps et gérer ses priorités	3 jours	14 au 16 décembre 2015

*Possibilité de remise pour plusieurs participants d'une même structure.

CONFLITS SOCIAUX

Les agents du CNLS entament un mouvement de grève

Le 30 novembre, les agents du Conseil national de lutte contre le sida (CNLS) ont entamé un mouvement de grève, à moins d'un jour de la célébration de la journée mondiale de lutte contre le sida. Leurs revendications portent sur le paiement de vingt mois d'arriérés dus depuis 2014.

« Ce concert de casseroles ne va prendre fin que lorsque nous trouverons satisfaction à notre doléance », a déclaré le coordonnateur de l'Unité départementale de lutte contre le sida de la Likouala, Romain Ayessa. Selon lui ce sit-in est une réponse à un problème sensible. « C'est notamment le problème de non-paiement de nos salaires. Il s'avère que depuis le mois de mai 2014, nous sommes restés sans salaire, alors que nous travaillons. Et donc, nous avons pu saisir nos autorités au niveau interne, elles nous ont dit qu'elles ont mené des démarches, malheureusement, tout semble sanctionné par un chaos. Nous nous sommes dit qu'il faudrait qu'on mette en place un Comité ad hoc, qui va poursuivre les activités, ou l'action menée par nos autorités, mais malheureusement jusque-là, le chaos ne fait que persister ».

Romain Ayessa, au-delà des dé-

marches menées, signale un problème qui oppose le ministère de la Santé au le Secrétariat exécutif permanent du Conseil nationale de lutte contre le sida (SEP-CNLS). Sur le terrain, quelques démarches ont été déjà menées, des notes ont été écrites et envoyées à de la présidence de la République et au ministère de la Santé. Reste au niveau de l'assemblée nationale et du Sénat.

« Enfin, a souligné Romain Ayessa, nous attirons l'attention des autorités sur le fait que nous n'avons qu'un seul problème : qu'on nous paye notre argent. Restés vingt mois sans être payés montre un manque d'humanisme de la part de nos employeurs ».

Eliane Perpétue Goma, une personne vivant avec le VIH, a dénoncé : « Nous sommes les personnes vivant avec le VIH qui travaillons ici. Mettez-vous à notre place, sans argent, comment allons-nous manger ? Quand nous allons à l'hôpital, on ne nous donne que des molécules pour les petits enfants, ce n'est pas bon. Puisque nous prenons les médicaments tous les jours, nous devons bien manger. Nous demandons à ce que le président de la République prenne soin de nous. Trop c'est trop ! ».

Guillaume Ondzé

PERSPECTIVES D'AVENIR
FONDATION
UNE JEUNESSE QUALIFIÉE POUR UN CONGO EN MARCHÉ

CAMPAGNE DE DISTRIBUTION DE KITS SCOLAIRES
DANS LES DÉPARTEMENTS DE LA BOUENZA
DU NIARI - DE LA LEKOU MOU
DU POOL - ET DES PLATEAUX

Cahiers - Bics - Règles
Cartables - Crayons
Trousse - ...
du CP1 à la Terminale

DU 30 NOV AU 06 DEC 2015

Partenaires : **MEPSA-JEC** (Ministère de l'Enseignement Primaire, Secondaire et de l'Alphabétisation, chargé la Jeunesse et de l'Education Civique)
METPFQE (Ministère de l'Enseignement Technique, Professionnel, de la Formation Qualifiante et l'Emploi)

Promouvoir l'éducation des enfants et des jeunes jeunes en vue de leur participation à l'émergence et au développement socio-économique du Congo

- Fournir 350 000 kits scolaires aux élèves du primaire, du collège et du lycée
- Contribuer à favoriser l'accès des enfants à l'éducation
- Aider les familles à acquérir des fournitures scolaires pour leurs enfants

Courriel: info@perspectivesavenir.org - Site : www.perspectivesavenir.org
Suivez-nous sur : [f](#) Fondation Perspectives d'Avenir [t](#) @FPA242 [p](#) perspectivesavenir



La société CONGO IRON SA porte à la connaissance de ses actionnaires de la tenue d'une Assemblée Générale Ordinaire le lundi 14 décembre 2015 à 10 heures au siège social, sis 70 Avenue du Professeur Locko Mafouta (Derrière l'Ambassade des Etats Unis), à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- Approbation des états financiers de l'exercice 2014
- Approbation des conventions réglementées
- Affectation des résultats
- Confirmation de la capacité d'agir de Sundance Resources et COMINVEST en tant qu'administrateurs
- Validation des décisions prises par sundance resources ltd et congo mining investments sa
- Validité des contrats signés
- Démission de Monsieur Marc Montandon et nomination de Monsieur Emmanuel Yoka en tant qu'administrateur
- pouvoirs en vue des formalités

Fait à Brazzaville, le 23 novembre 2015

La Direction Générale

SOLIDARITÉ

La Fondation Privat-Frédéric-Ndeké congratule les meilleurs élèves de Ouenzé et Talangai

Les trente-six élèves des écoles publiques de l'enseignement général et technique qui se sont distingués, au titre de l'année scolaire 2014-2015, dans les arrondissements 5 et 6 de Brazzaville, ont reçu leurs prix d'encouragement le 29 novembre, à l'occasion de la 4^e édition de l'émulation scolaire organisée par cette fondation

Afin de susciter le mérite en milieu scolaire, la Fondation Privat-Frédéric-Ndeké organise, chaque année depuis 2012, une émulation des meilleurs élèves des arrondissements de Brazzaville, issus des établissements publics. En effet, sur les trente-six lauréats, douze sont issus des écoles primaires des deux arrondissements, huit des collèges d'enseignement général et quatre des collèges techniques. Les autres sont issus des lycées d'enseignement général et technique, y compris des bacheliers. Les différents lauréats ont notamment reçu des kits scolaires pour le cycle secondaire, des ordinateurs et cartons de rames pour les bacheliers. Chacun des récipiendaires a également réceptionné un carnet de soins médicaux ainsi qu'une attestation honorifique de la part de la fondation. Un geste vivement encouragé par les bénéficiaires qui ont rendu hommage à l'œuvre socio-éducative inlassable de la Fondation Privat-Frédéric-Ndeké envers les jeunes Brazzavillois. « Nous sommes conscients que c'est en nous accompagnant et en nous encourageant à travers des

émulations pareilles à interioriser ce genre de sentiments que notre pays sera à l'abri des antivaleurs qui nous guettent et qui menacent la jeunesse aujourd'hui. Surtout, nous viendrons ainsi des piliers d'un avenir meilleur pour notre beau pays, le Congo », ont souligné les lauréats, suggérant que cette œuvre salvatrice puisse être généralisée dans toute l'étendue du pays. Présidant la rencontre devant les collègues de sept autres arrondissements (sauf Mougali absent), l'administrateur-maire de Talangai, Privat Frédéric Ndeké, a rappelé que cette cérémonie a été organisée en pleine année scolaire à cause du retard pris dans la publication des résultats des examens d'Etat ainsi que les turbulences politiques qui ont secoué Brazzaville avant le scrutin référendaire du 25 octobre dernier. Selon lui, l'émulation est l'activité phare de cette fondation qui a également initié en 2008, le transport gratuit des différents candidats aux examens d'Etat de Brazzaville. « C'est un privilège que notre fondation accorde chaque année aux meilleurs élèves



Privat Frédéric Ndeké posant avec quelques lauréats ; crédit photo Adiac

des arrondissements retenus pour l'émulation. C'est pourquoi, j'en appelle à ceux des élèves qui n'ont pas encore bénéficié de ce privilège d'être attentifs et assidus au travail afin de faire partie l'année prochaine de nos lauréats », a exhorté Privat Frédéric Ndeké, félicitant les parents des récipiendaires pour avoir largement contribué aux succès de leurs enfants à travers un encadrement rigoureux.

Renouvellement des contrats avec les partenaires

La Fondation Privat-Frédéric-Ndeké a, par ailleurs, renouvelé les accords avec ses partenaires. Il s'agit, entre autres, de la Fondation Schell pour les examens de laboratoire, les pharmacies Ekodis et Mampassi pour l'approvisionnement des lauréats en médicaments. Dans le domaine éducatif, cette ONG a renouvelé son contrat

avec le Centre d'apprentissage dynamique en économie de Talangai (Cadet). Le but visé étant l'encadrement des étudiants de la Faculté des sciences économiques (FSE) de l'université Marien-Ngouabi, résidant dans le 6^e arrondissement de Brazzaville. Elle a enfin conclu un accord avec la section du Mouvement des élèves et étudiants du Congo de la FSE pour la formation de 200 étudiants en informatique.

Bilan des trois premières éditions

Faisant le point des trois premières éditions des émulations scolaires, le coordonnateur de la Fondation Privat Frédéric Ndeké, Ghislain Ofamalekou, a indiqué que le bilan était positif. « Sur l'ensemble de ces premières éditions, nous sommes ravis de vous informer qu'aucun échec n'a été enregistré l'année d'après parmi les lauréats, soit un taux de réussite scolaire et académique post-émulation de 100%. Ce qui est non seulement un motif d'encouragement pour nous, mais surtout une illustration de ce que l'organisation des émulations scolaires est le levier pour la réussite », s'est-il réjoui, indiquant que sur les 66 lauréats des premières promotions, 53 ont été examinés médicalement et les 38 qui ont révélé des pathologies diverses ont été soignés aux frais de la fondation.

Parfait Wilfried Douniama

SANTÉ DE LA REPRODUCTION

Les acteurs formés à la maîtrise des mécanismes de sécurisation des produits

Le Fonds des Nations unies pour la population (Fnuap) a organisé du 16 au 27 novembre, en partenariat avec le ministère de la Santé et de la population, et le Centre inter Etats d'enseignement supérieur de santé publique en Afrique centrale (Ciespac), un atelier de formation sur la passation des marchés des produits de santé de la reproduction

Animé par des consultants de la Centrale d'achat des médicaments génériques (CAMEG) de Ouagadougou, cet atelier de dix jours a permis aux vingt-quatre Congolais dont des économistes, spécialistes en passation des marchés, juristes et pharmaciens de renforcer leurs capacités opérationnelles. Ils ont, entre autres, été formés à la sécurisation des produits de santé ; aux notions de gestion des stocks ; à la quantification et la dispensation des médicaments. « Nous avons révisé ce cycle logistique en partant de la sélection des produits de santé qui est la première étape dans tout cycle parce que, quand on choisit mal les médicaments, ils ne seront pas disponibles à la fin. Il faut ensuite les quantifier et les acheter, les gérer, les distribuer et



Photo de famille ; crédit photo Adiac

traitement, donc pas de résultat »

Le représentant-assistant du Fnuap au Congo, Benoît Libali, a, quant à lui, rappelé que cet atelier qui était attendu depuis des années, s'inscrit dans l'optique d'institutionnaliser la sécurisation des produits de santé de reproduction. « Cela nous permet d'éviter des ruptures des

taïnes recommandations formulées à leur endroit par les participants, notamment celle liée à l'organisation de l'atelier sur Channel II. Selon Benoît Libali, la préoccupation du Fnuap est de s'assurer que les produits sont disponibles là où le besoin se fait sentir. « Sans produits, il n'y a pas de traitement, donc

pas de résultat. Nous sommes tous d'accord que cette formation va nous servir pour répondre à un besoin sur le terrain. Il y a beaucoup de problèmes liés à cette préoccupation, nous allons faire de vous désormais nos alliés sur le terrain parce que nous allons compter sur vous pour avoir l'information sur ce qui se passe réellement sur le terrain et aussi à agir conséquemment de façon efficace », a-t-il laissé entendre.

Le conseiller à l'enseignement médical et la recherche du ministre de la Santé et de la population, Florent Balandamio, a, de son côté, rappelé que cet atelier est un élément de stratégie du gouvernement congolais visant à renforcer le système des approvisionnements pharmaceutiques. Cette démarche est, a-t-il dit, en faveur d'une meilleure gestion fondée sur le respect des contrats, et devrait anticiper le règlement des litiges. Ce qui reste valable tant pour les marchés de

fournitures et travaux que pour les prestations intellectuelles relatives aux missions de consultance. « Le ministère de la Santé et de la population attend des participants la maîtrise des mécanismes pour la sécurisation des produits de santé et de la reproduction. Maintenant, nous osons croire que vous avez acquis de solides connaissances sur les différentes procédures de passation de marchés, notamment les appels d'offre », espère-t-il.

Le représentant du ministère a enfin exhorté les participants au courage dans le travail face aux nombreux défis à relever et à contribuer à la réalisation des recommandations formulées. D'après lui, la promulgation de la loi portant création de la nouvelle centrale des médicaments essentiels et des produits de santé est un signal fort, une occasion d'appliquer les connaissances acquises.

P.W.D.

Assurances et Réassurances du Congo

Soyez rassurés avec nos services !!

Assurance Incendie	Assurance Incendie
Assurance Transport	Assurance Construction
Assurance Multirisques Habitation	Assurance Médicale
Assurance Glaces Transport	Assurance Voyage
Assurance Responsabilité Civile	Assurance Entreprise

Une équipe jeune et dynamique à l'écoute de vos besoins

Agence K17 Avenue des Nations Unies - Tél : +242 22 22 12 88 / 11 08 16 98
 Agence P18 / 128 Avenue Tzavala Tzavala - Tél : +242 22 281 4643 / 94 02 98
 Email : agence.congo@assurances-congo.cg



1er décembre Journée Mondiale de lutte contre le SIDA

Préservons-nous

En cette journée mondiale de lutte contre le SIDA, nous profitons de l'occasion pour rappeler que les avancées dans le traitement de la maladie, ne doivent pas freiner notre mobilisation pour sensibiliser le public.

Protégeons nous d'avantage et sensibilisons notre entourage pour l'objectif ZERO : zéro nouvelle infection au VIH. Zéro discrimination et zéro décès lié au SIDA

Tel est notre engagement pour profiter de la vie.



L'essentiel du sommet des Nations unies sur le climat

Plus de 150 chefs d'Etat et de gouvernement, parmi lesquels une quarantaine de représentants africains, ont lancé lundi matin le sommet mondial sur le climat à Paris, dont l'inauguration officielle a eu lieu à 11 heures. Les chefs d'Etat se sont succédé sur l'estrade du Bourget pour prononcer, tour à tour, leurs discours et présenter brièvement leurs engagements sur les questions climatiques. Objectif de la COP 21 : la signature d'un accord mondial visant à limiter le réchauffement climatique après 2020 à 2°C. La conférence durera jusqu'au 11 décembre.

Ce qu'il faut en retenir

Pré-sommet dimanche 17 novembre
Dimanche, Laurent Fabius a ouvert de façon anticipée la conférence sur le climat avec les délégations, à 17 heures au Bourget, près de Paris. Malgré la cinquantaine de points essentiels qui doivent encore être tranchés pour aboutir à un accord sur le climat, Laurent Fabius se dit « d'un optimisme vigilant et actif ».

Pourtant, certains désaccords concernant notamment les engagements financiers en faveur de l'adaptation, les cycles de réexamens des ambitions, ou la reconnaissance du préjudice des plus vulnérables menacent la signature d'un accord, dont on sait déjà qu'il ne sera pas contraignant, mais qui devrait néanmoins être universel.

Les points forts des discours

François Hollande appelle de ses vœux un « accord universel, différencié et contraignant. » « Les bons sentiments, les déclarations d'intention ne

suffiront pas », a-t-il insisté.

Barack Obama a rappelé que « nous sommes peut-être la dernière génération à pouvoir agir pour le climat ». Il a garanti « un accord élevé, avec des objectifs rehaussés régulièrement, qui tiendront compte des distinctions et des progrès de chacune de nos nations ».

Mini-sommet concernant l'Afrique prévu ce mardi

Organisé mardi 1^{er} décembre dans la matinée sur le site de la COP21 au Bourget, ce mini-sommet réunira autour de Ban Ki-moon et de François Hollande, une douzaine de chefs d'Etat africains, dont le président Denis Sassou N'Gouesso, des représentants des principaux pays émetteurs (Chine, États-Unis, Allemagne notamment) ainsi que des représentants des grandes institutions de développement.

Trois thématiques prioritaires y seront abordées ; la lutte contre la désertification de la région sahélienne

avec la grande muraille verte (barrière de végétation allant du Sénégal à l'Éthiopie), la restauration du lac Tchad et les initiatives africaines pour les énergies renouvelables. Des engagements de plusieurs milliards de dollars sont attendus.

L'idée d'un plan spécifique pour l'Afrique est née début novembre, en marge du sommet de la Valette sur les migrations, lorsque le président tchadien Idris Déby et Mauritanien Mohamed Ould Abdel Aziz ont interpellé François Hollande sur les projets menés sur le continent. Par ailleurs, la situation particulière de l'Afrique, l'une des principales victimes du réchauffement climatique alors qu'elle est responsable de moins de 4 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre, justifie l'adoption d'un plan spécial.

Une société civile mobilisée

Des milliers de personnes ont manifesté dans le monde entier dimanche 29 novembre pour de-

mander que des mesures fortes et concrètes soient prises à la Conférence de Paris sur le climat.

A la suite des attentats du 13 novembre, un certain nombre d'événements organisés par, ou impliquant la société civile ont été annulés. Pourtant, ces organisations ne désespèrent pas d'influencer l'issue de la Conférence et mène des actions en marge du sommet. C'est ainsi que des manifestants ont bravé l'interdiction en défilant ce dimanche 29 novembre, place de la République. Après des heurts avec les forces de l'ordre, 317 personnes ont été placées en garde à vue.

Les chiffres clés du Bourget

159 chefs d'Etat et de gouvernement présents pour l'ouverture le 30 novembre

196 parties représentées : 195 pays + l'Union européenne

10 000 délégués dans le centre de conférence

Près de 2 000 organisations non gouvernementales

14 000 représentants dans le centre de conférence

200 stands dans le centre de conférence et 120 dans les es-

paces
Génération climat

Repères

Selon les estimations, le coût de la réduction des gaz à effet de serre (Ges) oscillerait entre 500 milliards et 1 500 milliards d'euros.

Dans les accords de Copenhague et de Cancun, les pays occidentaux s'étaient engagés à mobiliser 100 milliards de dollars par an de financement publics et privés pour la période pré 2020.

100 milliards de dollars prévus par an d'ici 2020 pour aider les pays africains à mener leurs actions et à lutter contre le réchauffement climatique.

L'Afrique représente ¼ des parties à la convention Climat, les 2/3 des pays les moins avancés (PMA) et plus du 1/3 du groupe des 77+ Chine.

47 contributions nationales africaines soumises à la convention Climat.

4,55% : contribution de l'Afrique à l'émission des gaz à effet de serre (GES).

Melissa Kerim Dikeni

Les pays développés doivent « assumer leurs engagements »

Les chefs d'Etat du monde entier ont appelé lundi à une action urgente contre le réchauffement climatique, mais les lignes de fractures qui divisent les pays du Nord et du Sud sont vite réapparues, lors du plus grand sommet réuni par l'ONU, à Paris, au premier jour de la conférence. Celle-ci est censée accoucher pour le 11 décembre du premier accord universel permettant de réduire les émissions de gaz à effet de serre, pour limiter le réchauffement à +2°C par rapport à l'ère pré-industrielle. « Le plus grand rassemblement de chefs d'Etat sous le même toit la même journée », a été salué dans un tweet par la responsable climat de l'ONU, Christiana Figueres. Les négociations s'annoncent ardues car tous les pays ont leurs « lignes rouges ». Et les fractures n'ont pas tardé à réapparaître, en particulier sur le partage des responsabilités entre pays industrialisés, émergents et en développement. Et les conséquences financières qui en découlent. Les pays développés doivent « assumer leurs engagements » à financer les politiques climatiques du Sud, a prévenu le président chinois Xi Ji ping. Les pays développés doivent « assumer plus de responsabilités » et les pays en voie de développement doivent être « autorisés à se développer », a aussi dit le Premier ministre indien, Narendra Modi dans une tribune du Financial Times. La planète se réchauffe à une vitesse inédite, sous l'effet des émissions issues de la combustion des énergies fossiles mais aussi des modes de production agricole et d'une déforestation record. Au-delà de +2°C, les scientifiques redoutent un emballement : cyclones à répétition, chute des rendements agricoles, submersion de territoires, de New York à Bombay. En vue de la conférence de Paris, 184 pays (sur 195) ont publié des plans de réduction de leurs émissions, une participation inespérée qui place cependant encore le monde sur une trajectoire de +3°C.

AFP

150 chefs d'Etat et de gouvernement au chevet de la planète

La vingt-unième conférence sur les changements climatiques (COP 21) s'est ouverte ce 30 novembre 2015, au parc d'expositions du Bourget en banlieue nord de Paris, en présence de 150 chefs d'Etat et de gouvernement, parmi lesquels le chef de l'Etat congolais Denis Sassou N'Gouesso. On y a remarqué aussi des milliers de délégués et spécialistes de l'environnement. Une minute de silence a été observée, au début de la cérémonie en hommage aux victimes des attentats qui ont frappé Paris et sa proche banlieue, vendredi 13 novembre.

Le coup d'envoi de la COP21 a été officiellement donné à 11h, avec la désignation de Laurent Fabius, ministre français des Affaires étrangères, comme nouveau président de la conférence des Nations unies sur le climat. Dès l'ouverture des travaux, les chefs d'Etat et de gouvernement ont écouté, tour à tour, le président français François Hollande qui d'entrée de jeu, a rappelé que cette conférence de l'ONU sur le changement climatique était porteuse d'« un immense espoir que nous n'avons pas le droit de décevoir. Il s'agit de décider ici à Paris de l'avenir même de la planète », avant de convier à un accord « ambitieux, universel et contraignant ».

Ban Ki-moon qui lui a succédé à la tribune s'est adressé un court instant en anglais et en français à l'assemblée et a exhorté les dirigeants du monde à la recherche de solutions pour le règlement de la question du climat. « Vous avez la responsabilité morale et politique vis-à-vis du monde entier et des générations futures », a déclaré le secrétaire général des Nations unies.

Ouvrant les travaux de la conférence, Laurent Fabius a quant à lui souhaité que cette 21^e conférence climatique de l'ONU accouche d'un accord mondial historique, pour limiter notamment à 2°C la hausse des températures, faute de quoi les spécialistes

annoncent de graves difficultés pour la planète. Et déclare notamment que « le succès n'était pas encore acquis, mais à notre portée ». Il n'y a pas de plan B, car il n'y a pas de planète, à-il conclu.

Le Congo exemplaire en termes de déforestation

Prenant la parole à son tour, le chef de l'Etat congolais a tenu un discours qui s'est voulu plutôt pédagogique, en mettant les dirigeants du monde devant leur responsabilité: « La terre, notre merveilleuse demeure, est en

des forêts, le Congo détient l'un des taux de déforestation les plus faibles au monde, soit 0,08%. Ce qui correspond à 17.000 hectares par an ».

Prenant la défense des pays en développement, le chef de l'Etat congolais demande aux pays pollueurs de « tenir leurs engagements au titre de la Convention. Le fonds d'adaptation doit être renforcé pour prendre en charge les pertes et dommages subis par les pays en développement ».

Reconnaissant tout de même la difficulté de parvenir facilement à l'objectif visé par la conférence Paris, Denis Sassou N'Gouesso exhorte ses homologues au dépassement et à la responsabilité : « les intérêts en jeu sont des plus divergents. Les points d'achoppement et les écueils sont notoires. Les négociations, de ce point de vue, seront ardues, sans aucun doute. Mais aucune difficulté ne pourra vaincre notre volonté com-

« Vous avez la responsabilité morale et politique vis-à-vis du monde entier et des générations futures »,

péril croissant. En grande partie par notre faute. Les activités humaines, l'emprise outrancière de l'homme sur la nature ont engendré de profondes transformations de l'environnement, intensifiant, chaque jour, les changements climatiques ». Ensuite, le président Denis Sassou N'Gouesso a souligné les efforts accomplis par son pays pour la préservation de l'environnement. « Dans la mise en œuvre des programmes d'aménagement et de conservation

mune, si tant est que nous décidons, unanimement, de l'élever au niveau de l'enjeu. Ce fabuleux enjeu qu'est le risque de voir l'homme et son environnement disparaître de la Terre si nous n'agissons pas rapidement ».

Pour conclure, il invite les décideurs à vaincre « la perspective funeste qu'il nous faut conjurer devant l'histoire. Ici et, nous l'espérons, maintenant ».

Valentin Oko

COP21

Denis Sassou N'Guesso pointe la responsabilité des pays développés

Denis Sassou N'Guesso, comme les premiers orateurs avant lui, a attiré l'attention des Etats sur une amplification des catastrophes naturelles si la COP21 venait à échouer. Mais il a principalement pointé du doigt « la faute des pays développés, pays pollueurs », qui a-t-il martelé « n'ont jamais accepté d'assumer leur responsabilité ».

Voici le texte intégral

Monsieur le Président,

Permettez-moi de vous adresser mes sincères félicitations suite à votre élection à la présidence de cette 21^{ème} Conférence des Parties. Ce processus, vous l'avez voulu transparent et inclusif, riche des contributions de toutes les parties.

Je voudrais ici rendre hommage à l'action du président François Hollande et de son gouvernement, pour toute l'énergie investie dans la préparation et l'organisation de ce Sommet de l'espoir.

Excellences, Mesdames et Messieurs,

Une évidence nous réunit ici. La terre, notre merveilleuse demeure est en péril croissant. En grande partie par notre faute. Les activités humaines, l'emprise outrancière de l'homme sur la nature ont engendré de profondes transformations de l'environnement, intensifiant, chaque jour, les changements climatiques.

L'humanité court à sa perte. Nous le voyons. Notre planète, mutilée par les cyclones, les inondations, les sécheresses, la destruction des écosystèmes, est au bord du gouffre. Selon les experts, si la tendance actuelle des émissions des gaz à effet de serre continue,

notre planète connaîtra une augmentation de la température de 4 degrés Celsius, avec pour conséquence : l'amplification des catastrophes naturelles. Nous avons tous pris conscience de ce grave danger. C'est ainsi que le changement climatique a été reconnu par la communauté des nations, il y a près d'un quart de siècle, comme l'un des plus grands défis de l'humanité.

Pour y faire face, des résolutions ont été arrêtées, des engagements ont été pris, des objectifs ont été fixés notamment à Rio, à Kyoto, à Copenhague, à Cancun, à Durban, à travers un processus annuel qui, à ce jour, n'a malheureusement pas produit les résultats espérés, en dépit de quelques timides avancées. La faute incombe principalement aux pays développés, pays pollueurs, qui n'ont jamais accepté d'assumer leur responsabilité.

Face à l'urgence climatique qui ne faiblit pas, la République du Congo considère le Sommet-climat de Paris comme celui de la dernière chance. Mon pays souhaite vivement que les négociations de la COP21 aboutissent à un accord universel ambitieux, équilibré, équitable, juridiquement contraignant, applicable à toutes les parties. Un accord visant à limiter le réchauffement climatique en dessous de 2 degrés Celsius.

Un accord fondé sur les principes de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques, notamment sur le principe de responsabilité commune mais différenciée.

Les pays pollueurs doivent tenir leurs engagements au titre de la Convention. Le fonds d'adaptation doit être renforcé pour prendre en charge les pertes et dommages subis par les pays en développement. Tous les autres fonds (fonds vert, fonds des pays les moins avancés, mécanisme de développement propre) requièrent une nécessaire coordination.

Excellences, Mesdames et Messieurs, Comme tous les autres pays du Bassin du Congo, deuxième « poumon écologique » du monde, la République du Congo, mon pays, avec une couverture forestière qui représente 65% du territoire national, soit 23 millions d'hectares de forêts naturelles, contribue largement à la préservation de l'environnement.

Grâce à la mise en œuvre des programmes d'aménagement et de conservation des forêts, le Congo détient l'un des taux de déforestation les plus faibles au monde, soit 0,08%. Ce qui correspond à 17.000 hectares par an. Le Congo possède 2,5 millions d'hectares de forêts certifiées, selon les standards internationaux, représentant 32,5% des forêts mondiales certifiées.

Pour soutenir les actions d'atténuation

contenues dans sa Contribution Prévue Déterminée au Niveau National en matière de changement climatique, le projet de loi-cadre sur la gestion durable de l'environnement, en cours d'adoption, qui prévoit la taxation des secteurs émissifs de gaz à effet de serre et des transactions financières, constitue un grand pas dans la bonne direction. Il va cependant de soi que la réussite des engagements pris dans le cadre des contributions nationales dépend, dans une large mesure, de la garantie par la communauté internationale d'un financement adéquat, du transfert de technologies, du renforcement des capacités et de la promotion des énergies nouvelles.

Mesdames et Messieurs,

Le chantier est vaste. Les intérêts en jeu sont des plus divergents. Les points d'achoppement et les écueils sont notoires. Les négociations, de ce point de vue, seront ardues, sans aucun doute. Mais aucune difficulté ne pourra vaincre notre volonté commune, si tant est que nous décidons, unanimement, de l'élever au niveau de l'enjeu. Ce fabuleux enjeu qu'est le risque de voir l'homme et son environnement disparaître de la Terre si nous n'agissons pas rapidement.

C'est cette perspective funeste qu'il nous faut conjurer, devant l'histoire. Ici et, nous l'espérons, maintenant. Je vous remercie.

Les Dépêches de Brazzaville

ARTS

Deux artistes congolais exposent à la Galerie KO 21 à Paris

La Galerie KO 21 dans le 20^e arrondissement de Paris accueille Le non dupe erre, une exposition collective du photographe Frid Armel Louzala et du plasticien Gastineau Massamba, jusqu'au 4 décembre 2014.

Située dans la rue Haxo dans le 20^e arrondissement, la galerie KO21 avec sa façade en verre, est dédiée à l'art contemporain. En cinq ans d'existence, son directeur M. Belkacem, ne cache pas sa fierté. Les artistes aussi. « Entre nous, il y a l'écoute mutuelle », confie le photographe Armel Louzala, l'un des exposants.

En collaboration avec le Tarmac qui accueille le spectacle au nom du père et du fils et de J.M Weston et par Julien Mabilia Bissila, quelques œuvres de la collection de l'exposition Le non dupe erre sont également exposées dans le hall du théâtre. Celui-ci est situé à 400 mètres de la galerie KO21. « Notre exposition et le spectacle au Tarmac, ont en commun d'évoquer la SAPE, la guerre et la mémoire, d'où cette collaboration qui nous enchante », explique le directeur de la galerie.

Des toiles cousues mains

L'œuvre du plasticien Gastineau Massamba,

cousue à partir d'une aiguille et d'un fil, est couturée des dessins représentant des crânes humains et des soldats en armes. L'évocation des guerres, au Congo et ailleurs est manifeste dans ses œuvres qui se passent de commentaire. « La guerre ravagent nos villes, nos âmes et condamne des millions d'êtres humains à la misère et à l'errance », s'indigne l'artiste congolais résident en France.

Le Photographe Plaide coupable !

Armel Louzala, à travers des autoportraits devant le paysage architectural de Paris, pose quant à lui, un regard culpabilisant du photographe de studio qu'il était, à la fin des années 90. En effet, propriétaire alors de deux studios photo décorés des portraits des personnes élégamment vêtues posant devant des monuments de Paris. Ce qui ne manquait pas d'alimenter le rêve de voyage vers la France de nombreux jeunes pour qui « mourir sans voir Paris est considéré comme un péché ». Il plaide coupable « Je fus un marchand de rêve ». Aujourd'hui le photographe installé en France est vite rattrapé par l'envers du décor. Celui des beaux portraits qui ornaient ses studios, d'alors.

Roll Mbemba

THÉÂTRE

Une pièce qui charrie la guerre autant que la SAPE

La pièce Au nom du père et du fils et de J.M. Weston de Julien Mabilia Bissila, est représenté jusqu'au 4 décembre au Tarmac dans le 20^e de Paris, dans une mise en scène de l'auteur. Au nom du père et du fils et de J.M Weston a été récompensé aux Journées de Lyon des auteurs de théâtre en 2011. Un décor constitué de bric et de broc : des pans de mur en ruines, des amas de cordes... autant d'éléments épars qui témoignent des ravages d'une guerre. Au-delà d'une pièce de théâtre, Au nom du père et du fils et de J.M Weston, est un témoignage. De la guerre, mais surtout de l'errance qui s'y rattache et l'évocation des souvenirs qui s'ensuit. Les frères Criss et Cross, passent au crible leurs mémoires de rescapés de guerre pour tenter de retrouver dans un quartier en ruines, la demeure familiale.

Le culte de la SAPE...

Elevés dans le culte de la SAPE [Ndlr, Société des ambassadeurs et des personnes élégantes], les deux frères sapeurs, partent à la recherche de l'emblématique paire de chaussure J.M. Weston, enterrée dans leur domicile familial, transformé en champ de ruines.

Né en août 1976 à Brazzaville et installé en France, Julien Mabilia Bissila est conteur, comédien, metteur et dramaturge. Son texte Chemin de Fer a été lauréat du Prix RFI Théâtre 2014 à l'occasion du festival les Francophonies en Limousin. Au nom du père et du fils et de J.M Weston a été sélectionné pour des lectures publiques à France Culture et RFI, lors de l'édition 2013 du festival d'Avignon.

R.Mb.

TOTAL CONGO

La nouvelle station-service de Château d'eau officiellement ouverte aux clients

Le directeur de cabinet du ministre des Hydrocarbures, Antoine Pandzou Bouyou, a procédé le 18 novembre à Brazzaville, à l'inauguration de la nouvelle station-service Château d'eau, dans le 1^{er} arrondissement, Makélékélé, en présence de l'ambassadeur de France au Congo, Jean Pierre Vidon, des autorités locales ainsi que des responsables de cette société pétrolière, présente au Congo depuis 2002.

Le réseau de distribution et de commercialisation de Total Congo vient de s'agrandir avec la mise en service de la quinzième station à Brazzaville et la quarantième dans le pays. En effet, construite par les sociétés Sotraco, Bouygues E&S, Iseip, le bureau Veritas (contrôle) et l'Atelier MVDN, la station Château d'eau a une capacité de stockage importante du Super et Gasoil Effimax. Ainsi, d'une superficie d'environ 1800 m², cette station-service comprend un bâtiment principal de huit pièces dont une boutique avec une rampe d'accès pour des personnes à mobilité réduite ; un bureau gérant; des vestiaires; une baie de graissage et une piste de distribution de carburant.

Cette politique de proximité qui vise la création et l'ouverture des nouvelles stations-ser-

féliciter de tout mon cœur cette politique de rapprochement des stations-services des populations », s'est réjoui le secrétaire général de l'arrondissement 1 Makélékélé, Frédéric Miamanzila, invitant la population à tout mettre en œuvre pour conserver et protéger ce beau bijou.

La directrice générale de Total Congo, Anne-Françoise Degryck, a, quant à elle, rappelé que la station Total Château d'eau qui a ouvert ses portes le 30 septembre dernier est la quatrième inaugurée en une année. Elle vient ainsi s'ajouter à celles de Ngo, dans le département des Plateaux, Mazala et Aéroport à Brazzaville. « C'est un grand travail qui a été mené par toutes les équipes de Total Congo avec ses partenaires pour continuer à développer et faire croître notre réseau qui est le premier



dans le Niari, une à Kinkala dans le département du Pool, et une à Brazzaville. S'agissant des perspectives, Anne-Françoise Degryck a indiqué que d'autres projets sont à l'étude pour les deux prochaines années. Dans cette dynamique

lesquelles les ministères des Hydrocarbures, et de l'Environnement ainsi que la mairie de Brazzaville, qui leur ont permis de mener à bien ce projet, en respectant les normes, la réglementation locale et les standards internationaux. La direc-

à l'accompagner, nous sommes très attachés à cette présence. Alors que beaucoup d'autres entreprises ont quitté le continent, nous avons fait le choix d'y rester, de prospérer et d'accompagner le développement du continent. Nous sommes donc très fiers de participer à ce développement », a-t-il indiqué, se félicitant lui aussi du soutien des autorités congolaises qui ont permis à Total de développer sa politique dans d'excellentes conditions.

Pour avoir sillonné certaines stations-services de Brazzaville, le directeur des opérations de Total a tenu à saluer le bon comportement de l'ensemble du personnel. « J'ai parcouru certaines stations, partout, j'ai trouvé des équipes motivées, enthousiastes, souriantes, accueillantes, c'est un sentiment de liesse, un sentiment d'énorme fierté, cette inauguration est une fête pour vous », a commenté Jean-Christian Bergeron.

Le directeur du cabinet du ministre des hydrocarbures qui a coupé le ruban symbolique marquant le lancement officiel des activités au niveau de cette station-service, a souligné la nécessité de maintenir, d'entretenir et de sécuriser ce bijou de proximité. « Le ministère des Hydrocarbures, par ma voix, félicite la société Total Congo pour les investissements opérés afin d'accroître son réseau de distribution et de commercialisation en dépit de la baisse du prix du baril de pétrole. Total Congo peut toujours continuer à compter sur le ministère des Hydrocarbures pour l'accompagner dans l'exécution de son programme d'activités. Total est vraiment Total, dans son sens de responsabilité, d'amour et de partage », a conclu Antoine Pandzou Bouyou.

Notons que cette cérémonie qui a reçu la bénédiction ancestrale du chef du quartier Nganguoni, Gérard Madédé, a été agrémentée par un cocktail.



de croissance, a-t-elle expliqué, Total Congo entend continuer à offrir à l'ensemble de ses clients le maximum de ser-

trices générale de Total Congo a enfin encouragé tous les partenaires ayant construit avec efficacité cette station ainsi que leurs équipes qui n'ont ménagé aucun effort pour la réalisation du projet.

S'exprimant à cette occasion, le directeur des opérations de Total pour l'Afrique centrale et de l'est, Jean-Christian Bergeron, a rappelé que l'ouverture d'une station-service est toujours un moment émouvant, car il s'agit d'un événement plus intense, visant à promouvoir non seulement leur compagnie au Congo mais aussi en Afrique. En effet, selon lui, cette société s'est engagée en Afrique dans près de quarante pays. « C'est un continent dans lequel nous avons toujours cru et nous continuons plus que jamais



vices Total a été positivement saluée par les habitants du 1^{er} arrondissement en général, et ceux du quartier 5 Nganguoni en particulier. « Dans un rayon d'un kilomètre environ, on peut compter trois stations-services y compris celle-ci. Nous pouvons dire sans risque de nous tromper que les conditions de vie des populations de l'arrondissement 1 Makélékélé, sont en train de s'améliorer. La physionomie de notre quartier est en train de changer avec la construction de cette nouvelle station. Je voudrais

des stations-services au Congo et que nous souhaitons continuer à développer », a reconnu Anne-Françoise Degryck.

Cinq nouvelles stations en cours de construction dans le pays

La directrice générale de Total Congo a, par ailleurs, annoncé la construction en cours de cinq nouvelles stations-services sur l'ensemble du territoire congolais dont deux à Pointe-Noire, une à Dolisie



FRONT ANTI DIALOGUE

Franck Diongo propose la création d'un exécutif de combat

Cette structure aura pour tâche, selon le président du Mouvement lumumbiste progressiste (MLP), de définir les stratégies de lutte.

Dans un point de presse tenu le 30 novembre au siège de son parti, le président du Mouvement lumumbiste progressiste (MLP) et président du Front anti dialogue (FAD), Franck Diongo, a appelé le peuple congolais et tous ceux qui combattent le dialogue voulu par le chef de l'Etat, Joseph Kabila, à la création d'une structure qui aura pour objectif, de coordonner les actions à mener dans le cadre de ce combat. Pour Franck Diongo, en effet, le moment n'est plus à la création de plusieurs plateformes au sein de l'opposition mais, plutôt, à la création d'un exécutif de combat afin de mener cette lutte.

En réaction au message du chef de l'Etat à la Nation, Franck Diongo a relevé que le dialogue préconisé par Joseph Kabila était un coup de poignard dans le dos du peuple congolais, dans

le dos de la constitution et contre la démocratie. Le président du MLP et du FAD, n'admet pas que celui qui a le devoir de faire respecter la constitution, d'organiser les élections puisse associer le peuple pour la gestion de sa défaite. « *Il veut nous amener au dialogue pour nous faire assumer son échec et obtenir de nous un chèque en blanc. Non, non, non* », a-t-il insisté.

Un poignard sur la démocratie

Pour ce politicien, membre de l'opposition radicale, le dialogue consacrerait, sans nul doute, le changement de la constitution et briserait le consensus de Sun City dont il est l'un des artisans.

Face à ce qu'il a qualifié de haute trahison et du danger qui guette la nation, Franck Diongo a proposé le « déblocage forcé » de la situation, par la création de cet exécutif de combat. Et, pour lui, ce moment constitue le temps de dévoilement, de telle sorte que celui qui ira à ce dialogue sera pris pour ennemi de la nation.



Franck Diongo, lors du point de presse

Un aveu de manque de volonté

Décripant le discours du chef de l'Etat, Franck Diongo reproche à Joseph Kabila, d'avoir omis des points importants, notamment ceux liés au respect de la constitution et à l'organisation des élections. « *Ce mes-*

sage est un manque de respect au peuple et à la démocratie », a-t-il noté, soulignant que même pour ce dialogue voulu, l'initiateur n'a mentionné ni la date, ni lieu, ni non plus le format de sa tenue. « *Au regard de ces incohérences et de tous ces éléments*

évoqués qui marquent son aveu de manque de volonté politique, il n'est plus nécessaire d'attendre la fin de son mandat », a soutenu le président du MLP et du FAD.

Soutien au message de la Cenco

Franck Diongo dit soutenir et se faire porteur du message des évêques, ayant insisté sur la tenue des élections dans les délais constitutionnels. Il a également mis en garde l'UDPS et son leader Etienne Tshisekedi, pour leur participation à cette rencontre.

Pour le président du MLP, la fille aînée de l'opposition congolaise a encore le temps de se rétracter pour éviter de trahir la nation, par sa participation au dialogue appelé par le chef de l'Etat. Franck Diongo a menacé de brûler publiquement sa casquette qu'il porte en reconnaissance à la lutte menée par Etienne Tshisekedi, au cas où ce dernier et son parti participeraient audit dialogue.

Lucien Dianzenza

CONVOCAION DU DIALOGUE NATIONAL

Des réactions en sens divers

Au lendemain du discours convoquant le dialogue national, prononcé le 28 novembre par Joseph Kabila, l'on a assisté à une vague des réactions dans la classe politique, tant dans la Majorité que dans l'opposition.

Le chef de l'Etat avait, dans son dernier speech, donné les grandes articulations du dialogue et, par ricochet, créé le débat autour de cet enjeu politique. Dans les médias, les membres de la majorité présidentielle et ceux de l'opposition se livrent, ces derniers temps, à une vive polémique sur le contenu dudit message décrypté en divers sens. Les tenants de la coalition au pouvoir jugent le discours du chef de l'Etat plutôt « *patriotique, volontaire et porteur d'espoir et d'ouverture* ». Cette allocution rejoint, pour ainsi dire, leurs aspirations à la tenue d'un dialogue véritablement inclusif, gage de la restauration de la paix des cœurs et des esprits.

Pour Henri Thomas Lokondo, cadre de la majorité, « *le président de la République a donné le ton pour que toutes les parties prenantes aient une vision globale de ces assises* ». Ce député national estime que la réflexion qu'entend initier Joseph Kabila sur la réforme du système électoral devra faire l'objet d'échanges fructueux entre l'opposition, la majorité et la société civile, de sorte que les convergences qui en résulteront puissent contribuer à l'avancement de la paix. A sa suite, le porte-parole de ce regroupement politique est sorti de sa réserve pour saluer la convocation du dialogue dont l'objectif, selon ses dires, n'est pas la prolongation du mandat présidentiel. Et d'ajouter: la préoccupation essentielle de ce forum est l'amélioration de la démocratie congolaise par la résolution des problèmes qui se posent. Avec le message du chef de l'Etat, a déclaré Alain Atundu, « *les échéances électorales ne sont plus une apocalypse à venir* ».

Le secrétaire général du parti présidentiel, Henri Mova Sakany a, quant à lui, préféré s'exprimer par écrit à travers une réflexion intitulée « Pour le Dialogue national : unique voie pour mieux baliser l'avenir de la nation »

publiée dans les médias. Il estime que « *la vie de la nation vaut plus que la tenue d'élections à la hussarde et dans n'importe quelles conditions* ». Il soutient qu'il n'y a pas lieu de s'agiter à l'évocation du dialogue étant entendu que « *chacun y défendra son point de vue et sa vision des choses* ».

L'opposition dit niet

C'est de l'opposition que l'on aura enregistré des réactions énergiques, à l'instar de celle de Vital Kamerhe de l'UNC, accusant le Chef de l'Etat « *de vouloir fonder une nouvelle République* » en changeant de système électoral à un peu plus d'une année de la fin de son mandat. D'après cet opposant farouche au régime Kabila, cité par l'AFP, cette nouvelle République permettrait à l'actuel chef de l'Etat de briguer un nouveau mandat, ce que la Constitution lui interdit. Enfonçant le clou, Eve Bazaiba (secrétaire générale du MLC), décèle dans le chef du président de République, quelques velléités de modification de l'actuelle Constitution qui règle toutes les questions relatives au mode du scrutin et au suffrage. « *Nous disons non à toute modification de la Constitution, non à un dialogue politique pour aller violer les principes constitutionnels* », a-t-elle déclaré.

En soumettant la problématique du système électoral aux discussions dans le cadre dudit forum, Joseph Kabila aurait, de l'avis d'autres opposants extrémistes, décidé d'enterrer le système électoral qui lui a permis de gagner les élections en 2006 et en 2011. De ce fait, ils craignent que le dialogue ainsi convoqué ne se mue en un forum d'enregistrement des desiderata de son initiateur qui vient d'en fixer les contours. Entretemps, le coordonnateur de la plate-forme de l'opposition pro-dialogue national, Stève Mbikayi, estime, pour sa part, que le chef de l'Etat n'a fait qu'énoncer le principe du dialogue et que le reste sera débattu en toute franchise pendant les assises où, dit-il, « *personne ne va imposer à personne son point de vue* ».

Alain Diao

GOUVERNANCE ÉLECTORALE

Joseph Kabila suggère des réformes courageuses

Dans une allocution radiotélévisée prononcée le 28 novembre, le président de la République a annoncé la convocation d'un dialogue national pour donner une chance au processus électoral, à un peu plus de treize mois de la fin de son mandat.

« (...) *J'ai décidé, ce jour, de la convocation d'un dialogue politique national inclusif, et de la mise en place subséquente, d'un comité préparatoire pouvant régler tous les aspects liés à son organisation matérielle* ». Ces propos de Joseph Kabila contenus dans son discours du 28 novembre à la nation ont le mérite de lever le suspense longtemps entretenu autour de la convocation du dialogue national. C'est chose faite, à présent quand bien même le chef de l'Etat est resté muet sur la date, encore moins sur le format dudit dialogue. Joseph Kabila a saisi l'opportunité pour réitérer le bienfondé de ces assises qu'il présente, à juste titre, comme la seule voie susceptible de forger le « consensus responsable » que requiert l'état de la nation. Ce n'est qu'à cette seule condition, a-t-il indiqué, que la communauté nationale pourra « *donner une chance à la relance du processus électoral en lui conférant toutes ses lettres de noblesse, à savoir: la conformité aux standards internationaux, notamment, sa crédibilité, son inclusivité et surtout son apaisement* ».

L'occasion est donc donnée, à travers cette rencontre citoyenne, d'aplanir les divergences profondes qui apparaissent chaque jour sur l'édifice national. Il s'agit: primo, du fichier électoral pour lequel Joseph Kabila exhorte à la levée de certaines options aux fins de régler, en amont, toutes les imperfections décelées de sorte à réduire au maximum les contestations prévisibles; secundo, il sera aussi question, au cours de ce forum national, de régler les divergences qu'inspire le calendrier électoral, mais aussi, de

donner des garanties à la sécurisation du processus électoral au regard des tristes expériences de 2006 et 2011; tertio, le financement du processus électoral requiert, selon Joseph Kabila, une réflexion profonde sur un système électoral avec des modalités de vote peu coûteuses à la lumière du déficit financier qui gangrène le processus électoral en RDC. « *Comment allier deux impératifs majeurs, à savoir: la démocratie et le développement et éviter que le processus électoral ne soit en conflit ouvert avec nos efforts de développement? Ensemble, il nous faut lever des options à la fois courageuses et pragmatiques sur les réformes qui s'imposent sur tous ces sujets relatifs à la gouvernance électorale de notre pays* », a-t-il martelé.

Enfin, une emphase particulière devra également être mise sur le rôle des partenaires extérieurs dans le processus électoral. « *Comment éviter que l'apport extérieur attendu n'ouvre grandement la porte à un droit d'ingérence ou d'interférence dans nos affaires intérieures?* », s'est interrogé le chef de l'Etat tout en appelant à la levée des options « *sur ce qui est compatible aussi bien avec l'intérêt national qu'avec le principe d'interdépendance dans un monde globalisé* ». Pour en revenir à l'organisation du dialogue proprement dit, Joseph Kabila a annoncé la mise en place subséquente d'un comité préparatoire pouvant régler tous les aspects liés à son organisation matérielle. Dans la foulée, il a indiqué avoir pris des mesures individuelles de grâce, sans autres détails, et ordonné au gouvernement « *d'agir dans le même sens conformément à ses compétences, en vue de pacifier les esprits* ». Concluant son discours, il a annoncé que « *la tâche de la co-moderation de ces assises pourra bénéficier de l'accompagnement d'une facilitation internationale qui aura à offrir ses bons offices, en cas de difficulté majeure* ».

A.D.



Les commerçants doivent optimiser leur chaîne d'approvisionnement afin d'assurer la satisfaction de leurs clients pendant les fêtes

27 novembre 2015 : Il est de plus en plus courant que les consommateurs réalisent leurs achats pour les fêtes de fin d'année en ligne. Les commerçants doivent donc être très attentifs à leur chaîne d'approvisionnement au cours de cette période car les opérations et la livraison sont essentielles à la satisfaction du client, à la visibilité de la marque et à l'augmentation du chiffre d'affaires.

Oliver Facey, Vice-président chargé des opérations de DHL Express Afrique subsaharienne fait référence à la série de rapports Benchmark 2015 : Ecommerce Holiday Trends 1, qui indique que pendant les mois de novembre et décembre, les ventes en ligne sont 30% plus importantes que les autres mois de l'année. « Cette croissance souligne l'impact de la période de fêtes sur les habitudes de consommation et montre pourquoi les commerçants doivent optimiser leur niveau de services s'ils souhaitent tirer profit de la hausse du pouvoir d'achat des consommateurs à cette époque de l'année. »

D'après Facey, bien que l'industrie du e-commerce soit encore relativement peu développée en Afrique par rapport à d'autres marchés, c'est un secteur qui continue de croître fortement chaque année, en particulier grâce à l'accès des consommateurs à Internet via la technologie mobile et à une classe moyenne en hausse. Un rapport McKinsey & Company 2 a révélé qu'en 2025, l'e-commerce pourrait représenter 10% des ventes au détail dans les plus grandes économies du continent, ce qui se traduirait par un chiffre d'affaires annuel de 75 milliards d'USD.

Afin de se préparer à l'afflux des consom-

mateurs dans les magasins pendant les fêtes de fin d'année, les points de vente et les boutiques en ligne doivent s'assurer que leurs plate-formes soient gérées de manière efficace afin de pouvoir faire face à cet afflux. « Le service client est un domaine auquel il faut être attentif. Souvent, les boutiques recrutent du personnel temporaire au cours de cette période. Il est donc essentiel qu'une formation adéquate soit dispensée pour que le service offert soit d'aussi bonne qualité que d'ordinaire et pour que les employés soient en mesure de répondre à tout type de demande lorsque l'afflux de clients augmente soudainement. DHL étant une société de services, nous nous assurons d'avoir suffisamment de spécialistes internationaux certifiés en poste, non seulement dans les postes liés aux opérations et au service client, mais aussi dans les fonctions d'appui, comme la finance. Ainsi, nous veillons à pouvoir résoudre toute demande concernant un compte avant la clôture de l'année. »

Facey affirme que, pour les plate-formes de e-commerce, il s'agit d'une période marquée par une extrême concurrence. Les stratégies de gestion de la chaîne d'approvisionnement sont essentielles pour gérer de manière efficace la hausse de la demande. « De nombreuses plate-formes offrent des options de livraison gratuites ou express, des promotions et des remises. Ces offres visent à stimuler et augmenter les ventes lorsque les dépenses des consommateurs sont au plus haut. C'est un moment crucial pour les commerçants, car le fait de vendre plus de produits ou de services que la quantité disponible et ne pas être capable de livrer ces produits peut être très préjudiciable. »



Oliver Facey

« Les commerçants doivent s'assurer que la gestion de leur chaîne d'approvisionnement soit suffisamment flexible pour gérer l'augmentation des volumes. Pour maximiser la rentabilité, les commerçants requièrent des méthodes rapides, intelligentes et peu coûteuses afin de traiter les commandes dans les délais et de manière appropriée dans tous les canaux de ventes. Une logistique des retours efficace est également cruciale pour le traitement des retours et pour que l'évolution du secteur suive son cours. »

Facey de conclure : « En fait, il est essentiel que l'activité des commerçants fonctionne de manière optimale pendant cette période de fêtes car c'est l'occasion de montrer leurs capacités à une audience plus large. À court terme, cela maximisera les profits mais à long terme, cela contribuera au retour des clients. »

-Fin-

Contact presse :
Megan Collinicos
 Directrice : Publicité et Relations
 presse, Afrique subsaharienne
 DHL Express
 Tél +27 21 409 3613
 Mobile +27 76 411 8570
 megan.collinicos@dhl.com

DHL - Le leader mondial de la logistique.

DHL est le leader mondial du marché dans l'industrie de la logistique. Les divisions de la société DHL offrent un portefeuille de services logistiques inégalables, de la livraison de colis sur le territoire national et international, des envois express dans le monde entier par voie routière, aérienne et maritime à la gestion de la chaîne d'approvisionnement industrielle. Avec plus de 325 000 employés dans plus de 220 pays et territoires dans le monde, DHL rapproche les gens et les entreprises en fournissant des services sûrs et fiables permettant des flux commerciaux au niveau mondial. Avec des solutions spécialisées pour les marchés et les industries en expansion, tels que le e-commerce, la technologie, les sciences de la vie et la santé, l'énergie, l'automobile et le commerce de détail, un engagement éprouvé et une présence sans égal sur les marchés en développement, DHL est sans aucun doute « Le leader mondial de la logistique ».

DHL fait partie du Deutsche Post DHL Group. Le groupe a généré des revenus de plus de 56 milliards d'euros en 2014.

INFORMER, ANALYSER, DIFFUSER, RAYONNER

L'agence d'information du Bassin du Congo
 un acteur économique majeur à vos côtés

ÉCONOMIE
 POLITIQUE
 RÉFLEXIONS
 SPORT
 SOCIÉTÉ
 ART, CULTURE, MEDIA
 INTERNATIONAL



CONNECTEZ-VOUS

www.lesdepechesdebrazzaville.fr
www.adiac-congo.com



LES DÉPÊCHES
 DE BRAZZAVILLE

CONTACTEZ
 NOUS

84, boulevard Denis-Sassou-N'Gesso
 Brazzaville - République du Congo
regie@lesdepechesdebrazzaville.fr



LAC-KIVU

Vingt-trois disparus après le naufrage d'un canot rapide

Les naufrages sur le lac Kivu ne se comptent plus. Alors que les populations du Sud-Kivu n'ont pas encore totalement digéré le drame survenu en mai 2014 qui a vu quatorze personnes périr à la suite du coulage de leur embarcation. Un autre accident vient de survenir dans des conditions quasi similaires. En effet, des sources locales, l'on apprend qu'un canot rapide avec à son bord près de quarante-huit passagers a fait naufrage le 30 novembre sur le lac Kivu sans avoir atteint sa destination. L'embarcation « Nyirangongo », à en croire des sources portuaires, aurait quitté le port de Goma vers 7 heures 30 à destination de Katana au Sud-Kivu. Des hommes, des femmes et des enfants ont dû succomber à ce noyade collectif.



Vue du lac Kivu

En attendant qu'un bilan définitif soit établi après ce drame, l'on fait état de vingt-trois passagers disparus dont on ne retrouve aucune trace. Les pêcheurs qui s'affairent dans ces eaux réputées dangereuses ont du sauver vingt-cinq autres passagers. Rien sur les causes du naufrage n'a été indiqué. Mais des indiscretions laissent entendre que le mauvais état des canots rapide mis en service par l'État pour assurer la liaison fluviale Goma-Bukavu serait à la base de ce drame. « Non seulement qu'ils ne sont pas adaptés à la navigation, mais ils sont également vé-

tustes », a commenté sous le sceau de l'anonymat un responsable de la sécurité du port de Goma. L'on fait également savoir que le nombre des personnes enregistrées sur le Manifeste est souvent augmenté à la suite de l'intrusion d'unités supplémentaires sous couvert des responsables portuaires. Plus grave, aucune précaution n'est prise par les autorités compétentes pour prévenir des tels cas malheureux. La société civile du Nord-Kivu se dit affectée par ce nouveau drame et réclame une enquête.

Alain Diasso

TAUX D'IMPOSITION DES ENTREPRISES

La RDC à la quarante-deuxième place sur cinquante-trois pays africains étudiés

Selon l'étude « Paying Taxes 2016 » réalisée par le cabinet d'audit et de conseil Price Waterhouse Coopers (Pwc), le pays est classé parmi les onze dernières économies africaines à cause de son taux d'imposition moyen estimé à 55% contre une moyenne régionale déjà très élevée, soit 47% du résultat commercial de l'entreprise.

Se référant aux résultats de l'étude à l'échelle continentale, Price Waterhouse Coopers est restée très critique. En effet, l'Afrique vient à la deuxième position, après l'Amérique du Sud. « C'est la deuxième région du monde où les taux d'imposition et le temps nécessaires pour se conformer à la réglementation sont les plus élevés après l'Amérique du Sud ». L'on établit le taux d'imposition total moyen des entreprises en Afrique à près de 47% de leur résultat commercial, contre 24% pour le Moyen-Orient, la région affichant le taux le plus bas.

D'une manière générale, les entreprises africaines s'acquittent globalement de 37 paiements par an au titre des taxes et impôts. Pire, elles consacrent 313 heures à se conformer à la réglementation fiscale. Par rapport à 2014, l'on constate que ce taux d'imposition moyen des entreprises est resté globalement stable. En effet, 60% des 53 pays africains étudiés ont connu une réelle stabilité. Par ailleurs, le taux moyen d'imposition en Afrique a augmenté dans 23% des pays et a baissé dans 17%. Et à l'échelle mondiale, le taux d'imposition moyen des entreprises correspond à 41% de leur résultat commercial. « Les entreprises s'acquittent de 26 paiements par an au titre des taxes et impôts et consacrent 261 heures à se conformer à la réglementation fiscale, soit deux heures de moins qu'il y a un an ».

Dans ce classement, la position de la RDC n'est guère reluisante. Elle y occupe la quarante-deuxième place sur cinquante-trois pays étudiés. Une dizaine de pays affichent des taux dépassant les 50%. Par contre, dans le top dix des meilleurs taux moyens, il y a le Lesotho (14%), la Zambie (19%), la Namibie (21%), l'Île Maurice (22%), le Botswana (25%), l'Afrique du Sud (29%), le Soudan du Sud (29%), les Seychelles (30%), la Sierra Leone (31%) et l'Éthiopie (32%).

Pour rappel, cette étude évalue les impôts annuels et cotisations des petites et moyennes entreprises, notamment l'imposition des bénéficiaires, les cotisations et les charges sociales supportées par l'employé, la taxe foncière, l'impôt sur la transmission du patrimoine et l'imposition des dividendes. L'évaluation part sur la base d'une société type selon les règles fiscales en vigueur en 2014.

Laurent Essolomwa

JOURNÉES CONGOLAISES DU MANUSCRIT

Huit recommandations émanent de la première édition

Les résolutions lues par le directeur général de la Bibliothèque nationale au terme du colloque qui a eu pour cadre l'atelier de l'Académie des beaux-arts (ABA), les 25 et 26 novembre, ont traduit la volonté pressante du comité d'organisation de voir la littérature congolaise prendre un élan majestueux.

Émises avec le profond souhait qu'elles puissent concourir à donner une nouvelle impulsion à la littérature congolaise de l'intérieur, autrement dit à partir de la RDC, les huit recommandations énoncées par le Pr Georges Mulumba se valent toutes. Il reste néanmoins que la « mise en place d'une structure permanente de recensement et de traitement des manuscrits » est le fondement essentiel dans cette démarche ultime. Vient ensuite la sollicitation de l'« appui du gouvernement au Centre littéraire de traitement du manuscrit (Celtram) » de l'Université de Lubumbashi (Unilu). Il est également paru incontournable l'« organisation de concours et prix littéraires par le ministère de la Culture et des Arts, à travers le territoire national ». L'appel à manuscrits lancé en marge des

Journées congolaises du manuscrit (JCM) tiendrait donc de prélude à cet exercice à venir auquel se joindrait l'« accompagnement au travers d'ateliers, des manuscrits perfectibles ».

En accord étroit avec ces quatre actions précédentes essentielles à la production littéraire, il est envisagé aussi la « promotion des littératures congolaises en langues nationales et en français dans les programmes scolaires et universitaires ». En complément de toutes les initiatives sus-évoquées, l'on a pensé aussi mettre un point d'honneur à l'« organisation des salons du livre à Kinshasa par le ministère de la Culture et des Arts, en partenariat avec des entrepreneurs privés et les organisations culturelles internationales ». Il a été de même soulevé la « nécessité d'une solidarité active des écrivains à travers des plateformes d'échanges et d'actions ». Une activité sur laquelle, l'on ne devrait assurément pas faire l'impasse question de bâtir ensemble ce meilleur avenir de la littérature que tous appellent de leurs vœux. Et, en définitive, il est sollicité l'« appui du gouvernement aux opérateurs nationaux privés du secteur du livre à travers des



Une vue partielle de l'assistance lors des JCM

subventions et des facilités douanières ».

Les JCM, une chance pour la littérature

En fin de compte, les recommandations des JCM sont à considérer telle une sorte de plaidoyer en faveur de la « renaissance des belles-lettres congolaises » tenues autrefois comme les plus brillantes du continent. Pour avoir participé aux assises, le Pr Mulongo, pour sa part, tient les journées en soi pour une « chance pour la littérature congolaise ». Au di-

recteur du Celtram d'expliquer ici : « Avoir compris, qu'il n'y a pas de texte sans résumé tout. Le fait que l'autorité organisatrice, les éditeurs et les auteurs ont compris qu'avant d'arriver au génio-texte, il y a d'abord le phéno-texte, l'on va commencer à donner de l'importance au travail créateur. En Europe, il y a un mois ou deux, l'on venait de découvrir un vieux manuscrit de Rimbaud. C'est à coup de millions que l'État français vient de l'acheter. Et pourtant, ce manuscrit n'a jamais été publié ! Un

texte a de la vie par lui-même. Ainsi, même sans impression, il est déjà porteur d'une idéologie, porteur d'un sens ». Et de conclure son propos affirmant sa conviction aux retombées positives des JCM : « Je crois que c'est un avenir qui commence et une très bonne chose. Voilà le sens des Journées congolaises du manuscrit. L'on sauve la littérature congolaise et la littérature tout entière avant l'on ne voyait que l'enfant et pas la mère mais maintenant c'est le cas ».

Nioni Masela

KOUILOU / POINTE-NOIRE

Les policiers instruits sur le caractère républicain de la Force publique

Le rappel a été fait par le colonel de police Serge Pepin Itoua-Poto directeur départemental de la police au Kouilou et à Pointe-Noire à l'occasion d'une communication faite le 30 novembre à l'ensemble des policiers des deux départements.

« La police et l'ensemble de la force publique sont apolitiques, contrairement à une désinformation entretenue sur quelques médias et réseaux sociaux, la force publique congolaise avait une mission légale et régaliennne en vue de la sécurisation du scrutin référendaire du 25 octobre dernier sur l'ensemble de l'étendue du territoire national. Celle-ci est responsable de la mise en œuvre de la défense nationale et de la sécurité intérieure du pays. Elle est particulièrement chargée



d'assurer en tout temps, en tout lieu et en toute circonstance et contre toute forme d'agression neté nationale.», a rappelé Serge Pepin Itoua-Poto.

Ainsi pour Landry Edmond Miakatsindila et Roland Ngouabi respectivement commissaire central de la ville de Pointe-Noire et chef de sécurité publique du poste du commandement opérationnel (PCO) de l'opération de la force publique « Araignée II » lancée il ya quelques jours : « La rencontre de ce jour répond à une instruction de la hiérarchie qui demande de mieux sensibiliser l'ensemble des agents de la force publique conformément à leur implication en vue de la sécurisation du scrutin référendaire du 25 octobre dernier qui était une mission légale comme le scrutin lui-même », ont-t-il indiqué.

Séverin Ibara

FÊTE DU 25 DÉCEMBRE

Le district de Mvouti mobilisé

Madame Antoinette Sassou N'Gusso, épouse du chef de l'Etat, va célébrer la fête de Noël, le 25 décembre, en compagnie des enfants de Mvouti dans le département du Kouilou. Prélude à l'évènement, le ministre Martin Parfait Aimé Coussoud Mavoungou, natif du district, a entretenu le 28 novembre les habitants, cadres et amis de ce district pour que la mobilisation soit effective pendant la fête.



Le ministre Martin Parfait Aimé Coussoud Mavoungou crédit photo «Adiac»

En présence du sous-préfet du district, du maire de la communauté urbaine de Mvouti, de nombreux cadres et originaires de Mvouti vivant dans le district et dans les localités avoisinantes telles que Pointe-Noire, Dolisie, Nkayi, il a dans son discours invité la population à la mobilisation : « Tout le monde doit mettre la main à la pâte pour la réussite de cet évènement dans le district, qui a l'avantage d'être à la croisée des chemins car étant situé sur la Route nationale n°1 avec ses nombreuses bretelles convergeant vers lui ». Et d'ajouter « Nous allons nous organiser pour que nous créons les conditions d'un bon séjour à Mvouti de maman Antoinette Sassou Nguesso, qui a décidé cette année de passer la Noël avec les enfants de Mvouti. Pour ce faire, nous devrions nous retrouver tous à Mvouti le 24 décembre pour commencer la fête et mieux l'accueillir le 25 décembre selon la chaleur et l'allégresse qui nous sont propres dans le Mayombe. Certes, la fête est réservée aux petits enfants mais l'accueil de madame Antoinette Sassou Nguesso concerne toute

la population qui y est du reste conviée notamment la diaspora de Mvouti à Dolisie, Pointe-Noire et Nkayi » a renchéri Martin Parfait Aimé Coussoud Mavoungou. Selon Dieudonné Mboumba, sous-préfet de Mvouti, qui assure la présidence de la commission locale d'organisation de la fête, les préparatifs sont achevés à près de 80 %, avant de renchéir que plus de 500 enfants retenus seront présents le 25 décembre autour de madame Antoinette Sassou N'Gusso.

Deux matches de football et un match de Nzango agrémenteront aussi l'évènement qui sera marqué dans la nuit du 24 au 25 décembre par l'animation culturelle avec les groupes folkloriques, tradi modernes et modernes.

Le ministre Martin Parfait Aimé Coussoud Mavoungou qui était entouré d'Amédée Tchiloemba et Godeffroy Mavoungou, respectivement député et sénateur de Mvouti a félicité les populations de Mvouti qui ont voté massivement oui au dernier scrutin référendaire.

Hervé Brice Mampouya

MODE ET STYLE

Quarante mannequins présélectionnés pour une télé-réalité

Le week-end dernier, l'association des mannequins du Congo (AMC) a organisé un casting dénommé Kitoko Télé-réalité dans la ville de Pointe-Noire. L'objectif de cette activité : répertorier les jeunes filles et garçons, bien à l'aise dans leur beau de jeunesse pour défendre les couleurs du pays.



Photo de famille des mannequins crédit photo «ADIAIC»

Après Brazzaville, Gérard Sita, président de l'AMC, s'est rendu à Pointe-Noire pour organiser la première édition du casting Kitoko télé-réalité. Cette activité s'est tenue sur le thème « jeunesse face au développement, quelles perspectives ? ».

Pendant cet écrémage qui est le casting, un parterre de jeunes filles et de jeunes garçons, s'est présenté devant un jury composé de quatre membres, le tout sous l'œil expert de Gérard Sita. Chaque mannequin a, en peu de temps, cherché à convaincre le jury, qu'il est fait pour ce métier.

L'objectif de ce casting était de répertorier et sélectionner les jeunes filles et garçons élus du prochain contingent de mannequins destinés au marché congolais, afin de défendre les couleurs de leur pays.

Au total, quarante mannequins ont été présélectionnés, dont l'âge varie entre 15 et 30 ans. En effet, ce casting a ressemblé à une vraie école du savoir, au cours duquel, ces mannequins ont été édifiés sur plusieurs maladies notamment, le concert du col de l'utérus, le VIH/Sida mais également sur le Tourisme congolais.

Et comme le métier de mannequinat obéit à un certains nombre de critères, ces derniers devaient avoir une connaissance générale, une bonne morale, mais également, répondre à certaines questions sur le mannequinat « avant la télé-réalité, les mannequins choisis devront faire leur propre publicité, convaincre le public afin d'intégrer le noyau final », a dit Gérard Sita.

Notons que le président de l'AMC a promis d'organiser un nouveau casting dans la ville de Pointe-Noire dans les tout prochains jours.

Hugues Prosper Mabonzo

CENTRAFRIQUE

Le saint père rencontre les communautés musulmanes et chrétiennes de Bangui

Le Pape François a quitté ce lundi, Bangui la dernière escale de sa tournée africaine après Nairobi (Kenya) et Kampala (Ouganda). Avant son retour au Vatican, il a rencontré la communauté musulmane de PK5 dans la grande mosquée centrale de Bangui, avant de célébrer une messe au stade Barthélémy Boganda en présence de quelque 20.000 fidèles.

Dans son exhortation au stade, le saint père a longuement insisté sur les valeurs universelles et morales surtout la justice, la vérité, la paix, le pardon et la solidarité... Il a invité les autorités de la transition, la communauté internationale à tout mettre en œuvre afin que le processus électoral à venir dans ce pays puisse se dérouler dans de bonnes conditions pouvant permettre, l'avènement des dirigeants légitimes. Chaque individu, chaque communauté et chaque famille a le droit de vivre, dans la paix et l'harmonie avec les autres afin de garantir un monde meilleur et prospère.

Depuis le coup d'Etat qui a chassé l'ex-président François Bozizé le 24 mars 2013, la Centrafrique a basculé dans une guerre civile marquée par

des affrontements intercommunautaires entre chrétiens et musulmans. Face à une population emportée par le sentiment de vengeance, de haine, et de méfiance, pour le chef de l'église « *un peuple de Dieu doit toujours regarder devant* ». « *La vie est à votre portée, il suffit de la choisir. Choisir la vie c'est poser des actes audacieux pour la protection de la vie humaine, du vivre ensemble dans un cadre respectueux de la vie humaine. Saurons-nous assumer avec grandeur et responsabilité notre destin commun. Le développement économique de la RCA ne se trouvera ni dans la violence ni dans la destruction* », a dit le Pape François.

Le quartier PK5 retrouve la joie
Pour l'archevêque de Bangui, Mgr Dieudonné Nzapalainga, en ouvrant la porte sainte du jubilé de la miséricorde en Centrafrique, « *nous fondons l'espoir que les valeurs de miséricorde, de justice, de vérité et de paix, nous mèneront sur le chemin de la réconciliation, du pardon et de la reconstruction de notre pays dans l'harmonie, la dignité et le*



Le Pape François effectuant le tour du stade
chef de l'Eglise catholique a célébré une messe à la Cathédrale de Bangui, ouvrant ainsi l'année jubilaire de la miséricorde conformément à la tradition vaticane. En procédant à ce geste historique, le Saint Père a déclaré que « *la RCA est la capitale spirituelle du monde* ». Après la messe du jubilé, le Pape, entouré de plusieurs centaines de fidèles chrétiens a animé une veillée de prière.

De notre envoyé à Bangui, Fiacre Kombo

respect de toute personne », c'est pourquoi, a-t-il poursuivi, « *j'invite tous les Centrafricains, sans distinction d'ethnie et de religion à s'engager à construire ensemble une RCA prospère et fraternelle* ». Le même enthousiasme a été ressenti au sein de la communauté musulmane de PK5, où des centaines d'habitants, des responsables musulmans et chrétiens, des déplacés de la localité sont venus communier avec le Pape François. Depuis trois ans, l'enclave mu-

sulmane du quartier PK5 dans le troisième arrondissement de Bangui n'a plus connu une telle joie, a confié le président de la communauté islamique de Centrafrique, l'imam Oumar Kobine Layama. Dans le cadre d'une cohésion sociale, « *nous entretenons malgré les difficultés le rêve d'une Nation unie, prospère, libre et démocratique, unie et fraternelle* », a déclaré le responsable de la communauté musulmane. Rappelons que le dimanche soir, le

FRANCE

La rencontre littéraire d'Huguette Nganga Massanga remporte un franc succès

Pour une première fois, les éditions Cécile Langlois et Paari ont tenu une rencontre littéraire dans le cadre de la promotion des auteurs congolais à Paris dont Huguette Nganga Massanga, en tête-à-tête avec le journaliste Dominique Tchimbakala de TV5, a été l'invitée d'honneur

Au cours de la rencontre littéraire du vendredi 27 novembre étaient prévus un tête-à-tête, un échange avec le public et une séance de dédicaces de l'écrivaine congolaise de passage à Paris. Au programme, un public de curieux ayant bravé les intempéries automnales, venu en nombre découvrir la magie de l'œuvre de théâtre intitulée *Moi aussi, je parlerai dans un film*. Au sein du public représentatif de lecteurs parisiens, des artistes tels que Nzongo Soul, Jackson Babingui, le cinéaste Amog Glad Lemra, l'écrivain Franck Cana, le promoteur de musique Cyriaque Bassoka, les journalistes Anthony Mouyoungui, Nathy Ferrari, Cyr Makosso, Fredy Mizelet, Vanessa Nguema pressentie pour animer sur la radio Africa N° 1 une émission à l'adresse de la diaspora africaine, ou le comédien Roch Banzouzi a assuré la lecture des extraits du livre.

Pour l'auteure, ravie d'accueillir autant de personnes au cours d'une soirée en son honneur, « *cela dénote du besoin permanent de mes compatriotes de se retrouver autour des valeurs communes que seule la culture est capable de véhiculer* », apprécie l'écrivaine à l'inspiration autour du rêve. À propos du rêve, elle se défend d'être uniquement dans l'ailleurs avec l'envie de dénigrer ses origines. « *Non, rétorque-t-elle, comme son personnage U'Loth, le rêve est permis mais à condition de le réaliser* ». Et, quand il s'agit de partir, « *cela suppose que l'on dispose dans ses bagages de quelque chose à proposer à l'étranger en échange : proposer sa culture fièrement* », confie-t-elle.

« *J'en suis à ma deuxième œuvre sur le théâtre après « Thérapie aux abords du quai ». Ma passion pour le théâtre vient de l'envie d'impliquer les populations pour s'approprier de dessein le cheminement de leurs vies au lieu d'attendre de l'aide de qui que ce soit* », explique Huguette Nganga Massanga, engagée à une conscientisation de ses compatriotes sur des faits réels joués dans ses œuvres par des personnages aux noms moralisateurs. L'auteure a aussi exprimé son besoin d'écrire certains passages en langues congolaises, « *pour souligner l'importance de nos langues nationales, véritable socle de notre culture* », insiste-t-elle.

Son pays, le Congo, ne trouvera sa place au rayonnement mondial qu'en revalorisant ces chaînons manquants se rapportant, entre autres, au contexte général des années d'après l'indépendance. Des années où le Congo mettait en avant ses artistes, écrivains, bref, des penseurs de toute une nation. Les participants ont adhéré activement, par leurs échanges, à la présentation de l'auteure. La séance de questions-réponses a été fructifiée. Pour les éditeurs Mawawa Kiesé et Cécile Langlois, cela illustre bien « *à quel point tant de manuscrits des auteurs congolais doivent être portés* ». Au terme de la rencontre, l'auteure a pris le temps nécessaire pour parler avec des membres de l'auditoire et autographier quelques livres avant de se prêter aux interviews de la presse comme elle l'avait fait au cours de sa matinée passée sur les antennes d'Africa N°1 dans l'émission « *Ambiance Africa* » d'Aïssa Thiam.

Daniel Antoine Kongo

POLITIQUE NATIONALE DU SPORT

Les dirigeants et cadres réfléchissent sur les réformes

L'avant-projet de document sur la politique nationale du sport, produit par les cadres du ministère des Sports et de l'éducation physique est soumis à l'appréciation des dirigeants des fédérations pour sa validation avant sa présentation au gouvernement de la République.

Le ministre des Sports et de l'éducation physique a présenté les enjeux de la table ronde sur la politique nationale de développement du sport le 30 novembre au Complexe sportif de la Concorde à l'occasion de son ouverture. « *Au terme de vos travaux très attendus par le gouvernement*



Les cadres du ministère des Sports et de l'éducation physique

de la République, le Congo disposera enfin d'une stratégie nationale en matière du sport qui reflète les préoccupations de l'ensemble de la communauté sportive et du pays », a-t-il indiqué.

Léon Alfred Opimbat a indiqué que cet avant-projet de la politique nationale du sport a été

conçu par un groupe de travail des cadres de son département dès le mois de mai 2013 conformément à la prescription du président de la République. Denis Sassou N'Guesso a-t-il rappelé, avait confié au ministère des Sports et de l'éducation physique, la mission d'élaborer

la politique nationale du sport incluant l'éducation physique et sportive pour en faire le document de référence. Ce document soumis à l'appréciation, répond selon lui, aux exigences de la rigueur scientifique en matière de rédaction de la politique du développement notamment la conceptualisation de

la problématique, la situation actuelle du secteur, la formulation des stratégies élaborées sur les bases des objectifs spécifiques et le dispositif de cadrage pour la mise en œuvre.

« *Outre les orientations stratégiques du Chemin d'Avenir, l'avant-projet de la politique nationale du sport au Congo a tenu compte du cadre stratégique de développement durable du sport en Afrique recommandée par l'Union africaine comme l'un des piliers de la nouvelle architecture du sport en Afrique en joignant aux pays africains d'harmoniser la politique du sport et de l'intégrer dans la politique du développement humain* », a souligné le ministre des Sports et de l'éducation physique.

Ouvrant les travaux de cette table ronde, Florent Ntsiba, le ministre d'Etat ministre du Travail et de la sécurité sociale a indiqué que les assises sur le sport national venaient à point nommé. Il a souligné qu'au cours de cette table ronde seront abordées les thématiques et les préoccupations qui permettront aux participants de façonner définitivement un instrument de première importance chargé de baliser la nouvelle gestion du sport congolais. « *Je formule le vœu qu'à l'issue de votre table ronde soit effectivement mise en place les leviers essentiels d'une gestion efficace du sport dans notre pays* », a conclu Florent Ntsiba. Les travaux de cette table ronde prendront fin le 2 décembre.

James Golden Eloué